

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 13 MARS 1969
N° 403. 1,50 F



Sommaire

VI^e Congrès : Tribunes libres.
4-5-6. Non à l'étatisation
renforcée des régions.

Gilbert Declercq

Mythologie ou faillite poli-
tique : faut-il choisir ?

Jean Beley

Soyons patients, car de-
main il sera trop tard.

Robert Lavis

Enfin !

Jean Pivasset

Une spécificité de bon
aloi.

Jean Dru

Aménagement :

7-8. Bourgogne région
contestée.

Philippe Laubreaux

Luttes ouvrières :

9-10-11. De Tilsitt à la
République.

Jacques Ferlus

Tilsitt : Pas le droit de
discuter.

Jacques Malterre

Notre société :

12-16-17-18. Presse de
province : Réponse d'un
paria à « la réplique » d'un
responsable.

Albert Danjou

A la recherche de l'animation
culturelle.

Dominique Yvoire

Villeurbanne : neuf mois
après.

Marie Bellour

Les loisirs du Creusot.

Dominique Nores

Connaissez-vous Noroit ?

Luttes internationales :

13-14-15-20.

• Bilan de la lutte ouvrière
au Brésil.

• La division de l'Europe
et le partage du monde.

Henri Beley

• Fillino, bilan 1968.

André Romaine

• Berlin : l'élection du
Président.

Louis Henry

L'univers d'une femme

Seul parti qui défende tota-
lement les intérêts authenti-
ques de notre peuple, parti des
travailleurs et des démocrates,
le Parti Communiste refuse
l'anarchie, le désordre et la
violence gratuite. Concentré de
son analyse et de sa stratégie
actuelles, cette phrase est ser-
vie à toutes les couches de la
population en direction des-
quelles le P.C.F. lance ces
temps-ci ses campagnes de
propagande : jeunes, apprentis,
travailleurs intermédiaires, fem-
mes.

Selon sa technique habi-
tuelle, le P.C.F. s'adresse en
outre à ces différentes cou-
ches ou catégories par le biais
d'intérêts ou de préoccupations
qui leur sont réputés spécifi-
ques.

La Fédération du Val-de-
Marne du P.C.F. a envoyé une
lettre à toutes les femmes du
département. L'entreprise est
simple : il s'agit de constater,
d'inquiéter, puis de rassurer.

qu'elle aime, ses enfants, sa fa-
mille, ses amis, son métier,
son foyer... Pour les commu-
nistes aussi, ce sont là les
points centraux autour desquels
tout se détermine et s'orga-
nise, et, les femmes commu-
nistes ne sont guère différen-
tes des autres dans leur exis-
tence quotidienne, elles font
les mêmes rêves.

De cela il ressort un souci
constant de ne pas se démar-
quer du restant de la popula-
tion, la volonté de se reposer
sur des valeurs culturelles ac-
quises depuis longtemps et ce-
pendant dénoncées par les
marxistes. Que reste-t-il ici de
l'analyse que font Marx du tra-
vail et Engels de la famille ?

La société, la femme sont dé-
terminées, par qui, comment ?
Les femmes sont ainsi faites
qu'elles ne peuvent pas conce-
voir leur bonheur personnel
sans le bonheur de tous ceux
qu'elles aiment.

Bien schématisée, bien clas-
sée la femme acquiert la pos-
sibilité de se situer elle-même
à l'égard du monde qui l'en-
tourne. Univers presque magi-
que : un monde qui change si
vite ; la malfaisance du pou-
voir gaulliste et des monopoles
capitalistes. Comment se tra-
duit cette malfaisance, d'où
vient ce pouvoir ? De cela, il
n'est pas question. La seconde

Le grand timonier

Alors que faire ? Adhérer au
Parti Communiste Français,
c'est ne plus subir le destin,
mais le fabriquer. C'est ne
plus être une simple specta-
trice, dans l'impossibilité d'agir
sur les événements et leur dé-
roulement, mais devenir, au
coude à coude avec des mil-
lions d'autres, une construc-
trice de l'avenir. C'est ne plus
se sentir isolée et passive, mais
s'intégrer au grand combat gé-
néral des opprimés contre les
opresseurs, des démocrates
contre la dictature, des parti-
sans de la Paix contre les
forces de guerre.

Ne revenons pas sur les thè-
mes chers aux femmes (la paix,
etc.), mais seulement sur ceci :
l'individu — la femme en l'oc-
currence — n'a rien à boule-
verser de ses idées, de sa vie,
car tout changera en se lais-
sant guider par le Parti. Je
roule pour vous, disait Berliet.
Et bien, le P.C.F. dit : je pense
pour vous, j'agis pour vous.

Un troupeau se laisse éter-
nellement conduire, mais des
individus en feront-ils de mê-
me ?

Michèle Descolonges.

Chacune à sa place

Nous vivons une époque où
le rôle que jouent les femmes
dans la nation se fait chaque
jour plus important. Cette
phrase pourrait être prononcée
par n'importe quel journal : en
refusant dès l'abord de parler
d'évolution ou de combats, on
se tient à l'écart de toute éti-
quette féministe ou simplement
historique. Et surtout on nie
que la mentalité collective ait
tant soit peu évolué.

Le rôle que tient la femme
dans la société revient à l'épo-
que ; ce ne sont donc pas les
rôles et les situations qui for-
ment une époque, mais l'épo-
que qui forme les individus.
Comment influencer sur l'époque ?
De cela il sera question plus
tard.

S'il ne faut pas déranger les
mentalités quant à la concep-
tion de la femme, c'est qu'elle
est toujours la même : elle
joue le second rôle. Vous avez
participé nombreuses au mou-
vement de mai, soit que vous
ayez vous-mêmes été directe-
ment dans la lutte, soit que
vous ayez soutenu le combat de
votre mari, de votre frère, de
votre fils.

Depuis toujours, l'idéologie
bourgeoise a fait des femmes
celles qui soutiennent les hom-
mes, ceux-ci représentant l'ac-
tion, celles-là les gardiennes,
les penseuses, le repos.

Et pour qui aurait encore
des doutes : c'est à la fois
très vaste et très précis l'uni-
vers d'une femme ! L'homme

tribune

socialiste

Directeur Politique
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany,
Jacques Buthiers, Gilbert
Chantaire, Michèle Descolon-
ges, Jacques Ferlus, Jacque-
line Giraud, Gilbert Hercet,
Michel Johan, Alain Malory,
Claude Rendel, Lucien Sain-
tonge, Bernard Sizaire, Domi-
nique Yvoire.

Maquette

Claude Picart

Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré
à 27.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom


Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

CHAMPAGNE



ROGER POIROT

Propriétaire
22, Rue Jeanne d'Arc
VERTUS (MARNE)

PRIX-COURANT

- Champagne (T.V.A. comprise)
La bouteille 13 F
(Brut, Sec, Demi-Sec)
- Champagne millésimé (sur demande)

Transport gratuit aux lecteurs de « Tri-
bune Socialiste » sur présentation de
cette annonce.

La magie dévorante

Michel Rocard

Le dernier discours du Général de Gaulle est étrange à plus d'un titre mais il est surtout révélateur, car la mécanique du pouvoir gaulliste y est décrite telle qu'elle est : elle repose sur l'incantation et ne tolère aucun médiateur, aucun intermédiaire entre le peuple et le guide.

Une phrase importante dévoile l'analyse : « On sait comment cette vaste entreprise de destruction et de subversion fut repoussée grâce à la cohésion du régime (sic !) et à la confiance massive qu'à mon appel le peuple a exprimée par ses cortèges puis par les élections ». Il y avait dans ce « puis par les élections » tel que nous avons pu l'entendre, tout à la fois une tristesse profonde, d'être obligé d'en passer par là, un mépris de l'Assemblée, dont le nom n'est pas cité — élections à quoi ? — et une évidente rancœur contre Pompidou, coupable d'avoir arraché la décision de dissoudre l'Assemblée plutôt que de maintenir le référendum de juin. A ses propres yeux, le pouvoir de de Gaulle a été confirmé par les cortèges. Le général a assez souvent violé sa propre constitution, méprise assez le Parlement et les institutions représentatives, pour que l'on sache à quoi s'en tenir. Mais il est symptomatique qu'il vienne aujourd'hui confirmer que sous le gaullisme le pouvoir est dans la rue. Cette bouche auguste a moins de chance d'être démentie que beaucoup d'autres sur ce sujet délicat.

J'exagère ? Examinons les conséquences de cette manière de voir, et l'on jugera.

Cette quête d'une confiance qui ne s'accommode d'aucune institution, d'aucune procédure de solution des conflits, exige des circonstances dramatiques pour que jaillisse l'adhésion populaire. Celle-ci sera d'autant plus affirmée qu'on aura caricaturé l'analyse de la situation et calomnié les interlocuteurs. C'est alors que peut naître le caractère magique de cette confiance.

Ainsi s'expliquent les ahurissantes contre-vérités qui meublent l'essentiel de la première partie du discours. Une peinture idyllique, mais fautive, de l'économie française est nécessaire pour faire apparaître la crise de mai comme un coup de tonnerre

dans un ciel bleu, sans autre cause apparente que la volonté de « soumettre de force la nation à l'écrasement totalitaire ». A l'appui de cette analyse vient l'insulte aux travailleurs en grève : « le travail systématiquement empêché partout », mot prononcé que curieusement on ne retrouve pas dans le texte écrit. Faut-il voir là le signe d'une crainte devant les effets de cette provocation ?

Pour expliquer la crise suivante, un peu d'autocritique sur le dos des autres est nécessaire : « L'Etat a cru devoir prodiguer des crédits ». Comme si le Général regardait de loin, en spectateur !

Vient enfin l'étonnante peinture de la grève du 11 mars : « Voici qu'on vient de voir se déclencher une nouvelle offensive, menée par les mêmes assaillants, soutenue par les mêmes complices, utilisant les mêmes moyens et menaçant encore de faire crouler la monnaie, l'économie et la République ».

L'assimilation au mouvement de mai mérite réflexion. Il y a là de quoi dégouter les direction du PCF et de la CGT de leur « modération ». Mais surtout l'important est de comprendre que De Gaulle a voulu cette grève de protestation. En octroyant 4 % de hausse de salaires au secteur nationalisé sans négociation juste avant le rendez-vous de mars, le gouvernement a décidé de venir à Tilsitt les mains vides. Son refus total d'ouvrir quelque négociation que ce soit, a même effrayé le patronat qui sait que de hauts salaires font une bonne conjoncture, qui connaît le climat social dans les entreprises, et qui a annoncé, lui sa volonté de négocier, car il craint la réaction ouvrière. La grève, protestation inévitable, ne visait rien d'autre que l'ouverture de vraies négociations. Mais De Gaulle a besoin de la déguiser en offensive de subversion.

Ce faisant, on donne à la droite des raisons de craindre le péril rouge et on la rassure par des phrases de fermeté : une allusion à la répression ne messied pas.

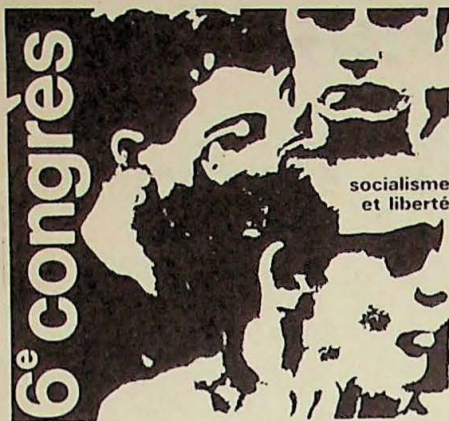
Comprenons bien : ces crises sont nécessaires au régime. Il ne veut pas de l'équilibre politique résultant du fonctionnement

normal d'institutions respectées. Au contraire il les détruit, et recherche une adhésion quelque peu magique, affirmée par un peuple en transes devant la peur du drame. Mais cette magie créatrice de crises est dévorante ; car les conflits d'intérêts qui ont éloigné du régime des couches sociales pourtant conservatrices, les possesseurs de capitaux en novembre, les petites et moyennes entreprises en mars, sont très réels, et la magie incantatoire n'y met pas fin. Elle pourrait même les exaspérer.

En transformant en crises politiques tous les conflits normaux de la vie économique et sociale, le régime réduit petit à petit son assise populaire. Dès lors, le refus qu'offrent globalement au régime l'ensemble des travailleurs et une bonne partie des étudiants et des enseignants pourrait devenir décisif.

Car il reste un problème : la confiance pourquoi faire ? Il est stupéfiant de voir de Gaulle accuser l'ensemble des directions syndicales de subversion tout en cherchant à les associer au fonctionnement d'institutions, régions et Sénat, qui doivent incarner la participation. Et il est dérisoire de voir que le remède proposé au « malaise des âmes » est un corporatisme régional aux pouvoirs imprécis. L'appel à la participation s'accompagne de refus de créer de véritables pouvoirs intermédiaires et de la calomnie des interlocuteurs. Comment ne pas voir qu'à terme, il n'y a plus là d'issue pour le gaullisme. De Gaulle d'ailleurs doit avoir des craintes à cet égard, si l'on en juge à la démesure entre l'emphase de la première partie de son discours et la plate modération de la seconde partie.

Le renversement d'un régime aussi destructeur de tous comportements démocratiques est plus nécessaire que jamais. Mais le référendum ne saurait y suffire : il y faut un rassemblement cohérent autour d'objectifs clairs qui ne peuvent être que socialistes. Aujourd'hui l'essentiel est que les Français sachent montrer le peu d'effet qu'exerce sur eux la magie incantatoire du général. La défaite du gaullisme commencera lorsqu'il aura recueilli auprès du peuple ce que méritent ses gesticulations dangereuses : l'indifférence. □



Non à l'étatisation renforcée des régions

Gilbert Declercq

Tribune libre

Quand j'ai lu dans la presse que Michel Rocard, prenant la parole devant les élèves de l'école supérieure de commerce de Paris avait déclaré que la « réaction du citoyen moyen lisant l'incroyable fatras de dispositions que l'on va soumettre à son approbation est de n'y rien comprendre », j'ai cru qu'il s'agissait d'une autocritique et qu'il s'agissait des 50 pages dactylographiées, que représentent les 17 pages de thèse de notre prochain congrès.

Car je trouve en effet, que le **travailleur moyen**, celui que nous fréquentons tous les jours dans l'action syndicale, serait tout à fait incapable d'y comprendre quelque chose, tellement le style relève davantage d'une UNEF prolongée, que d'une position populaire.

Mais ceci est une autre histoire, puisque la déclaration de Rocard visait les textes du pouvoir gaulliste concernant la région et le Sénat.

Eh bien je regrette de dire ici que les travailleurs comprennent beaucoup mieux qu'on le croit ce dont il s'agit.

Ils n'ont pas de mal à comprendre qu'en fait de régionalisation, on va donner un pouvoir exorbitant aux préfets de région, et que l'on veut « mouiller » leurs représentants syndicaux dans des assemblées politiques où ils seraient des otages, afin de supprimer tout esprit de « revendication ».

Je l'ai déjà écrit ailleurs, le syndicalisme français est essentiellement un syndicalisme de **représentation** dans l'intérêt des travailleurs, de **négociation** et aussi de **contestation**.

Il ne sera jamais, un syndicalisme de collaboration-participation, ou bien il cesserait le jour même d'exister.

A cette prétention de réaliser une société de type corporatiste, où les travailleurs seraient intégrés organiquement avant de l'être idéologiquement, la réponse n'est pas blanche ou nulle, la réponse ne peut être que **NON**.

Certes le gaullisme entretient la confusion avec le mélange des « réformes », le style des questions et leur nombre, le refus de discussion publique au Parlement.

Mais plus l'adversaire déclare entretenir la confusion, plus la réponse doit être nette, claire, sans bavure et sans ambiguïté.

Et à propos d'ambiguïté, je ne peux oublier les positions récentes de certains militants du P.S.U.

Que les camarades qui ont dans leurs archives le rapport général sur la vie régionale en France — présenté par Rocard aux rencontres socialis-

tes de régions qui ont suivi le colloque de Grenoble — consultent donc ce document à la page 35 (Décoloniser la province).

Ils y liront ceci :

« Au niveau de la région, on peut songer à une assemblée composée pour moitié d'élus territoriaux et pour moitié de représentants des organisations professionnelles et sociales. »

J'avais fait connaître avec force, à la rencontre socialiste de Saint-Brieuc l'opposition des syndicats à un tel corporatisme à la Franco.

Car, comme participation et comme intégration au néo-capitalisme, c'était là, une participation-collaboration de taille !

Mythologie ou faillite politique : faut-il choisir

Henry Beley

L'article d'Emmanuel Terray (« Marxisme-léninisme ou social-démocratie : il faut choisir », « T.S. » n°401, 27-2-69) a le mérite d'exprimer clairement la position politique la plus répandue dans les milieux révolutionnaires. En d'autres termes, ne nous étonnons pas si, aujourd'hui comme hier, le marxisme est décidément pétrifié en France. Qu'on puisse, dans l'actuel contexte de la société bourgeoise française, poser le problème de l'organisation révolutionnaire **la mieux adaptée** à ce contexte, exactement dans les mêmes termes que le fit Lénine, il y a 65 ans, pour une société quasi féodale, ultra-policrière, formée d'une majorité de paysans misérables et illettrés et d'une minorité d'ouvriers dont le haut niveau de conscience de classe était en rapport direct avec l'exploitation brutale de leur force de travail, voilà qui illustre bien le vertige verbal dans lequel tant de militants révolutionnaires se complaisent.

C'est ainsi que, sans définir les mots employés, sans s'interroger sur leur signification **actuelle**, sans paraître se rendre compte à quel point l'esprit du marxisme est radicalement étranger à toute affirmation **antérieure**

Quand le P.S.U. parle de faire voter blanc ou nul, je ne peux m'empêcher de croire que c'est là une manière de ne pas condamner comme elle le mérite, cette conception du rôle des syndicats dans une soi-disant « démocratie économique » comme si cela était possible en régime capitaliste.

Pour cette raison aussi, le congrès doit dire **NON** au référendum-plébiscite du 27 avril.

Un dernier mot sur ce qu'on appelle le « Cartel des NON ». Personne ne pense que ceux qui diront **NON** à l'**étatisation des régions** sont capables de faire **ensemble** une politique cohérente, tout le monde sait bien que ce n'est pas là le débat.

Ce n'est pas parce que M. Tixier-Vignancourt est contre le cancer, qu'interrogé sur ce point par un tiers, je répondrai que dans ces conditions, j'aime mieux m'abstenir !

Pour conclure, faudrait-il encore souligner que le P.S.U. est trop accusé d'impuissance politique pour encore en rajouter par l'équivoque du vote blanc.

Pour les travailleurs, la position du P.S.U. le 27 avril sera déterminante, ou bien ils reconnaîtront un des grands partis socialistes, celui qui lui apporte le socialisme avec la liberté, mais qui sait participer aux grands combats politiques de la classe ouvrière ; ou bien il le classera pour longtemps dans les doux revers que fut la révolution par la seule littérature, indigeste d'ailleurs. □

à une analyse concrète de la réalité, sans même savoir (alors qu'on se réclame du marxisme-léninisme !) que — comme l'a remarquablement résumé Lénine — « la substance même, l'âme vivante du marxisme, c'est l'analyse concrète d'une situation concrète » on affirme tranquillement que « la critique de gauche maintient fermement les principes léninistes en matière d'organisation : nécessité d'un parti d'avant-garde fondé sur le centralisme démocratique »...

Non seulement une telle affirmation est **dogmatique** (puisque'elle ne repose sur aucune démonstration), mais elle se fonde sur un vocabulaire tellement ressassé, tellement employé à tort et à travers par n'importe qui, qu'il a perdu aujourd'hui toute signification. Le moins qu'on pourrait demander aux camarades qui utilisent ces termes, c'est qu'ils précisent chaque fois ce qu'ils entendent par de tels termes. Quand on sait que les pires bureaucrates n'ont que les mots « centralisme démocratique » à la bouche, est-ce vraiment trop demander aux militants qui emploient cette expression de bien vouloir préciser ce qu'elle signifie concrètement pour eux ?

Sans doute répondront-ils en renvoyant leur contradictoire à Lénine...



à lui seul davantage et est souvent plus nécessaire. »

La question de savoir si Lénine avait — dans l'absolu ou relativement au contexte russe — raison ou tort, est secondaire. La question essentielle est de savoir si les camarades qui se réclament des « principes léninistes en matière d'organisation » vont continuer encore longtemps à demeurer dans le vague, ou s'ils se décideront enfin à préciser de quoi ils parlent, c'est-à-dire (s'ils ont vraiment lu Lénine) à revendiquer **ouvertement** le principe d'une organisation fondée sur la dictature individuelle et à démontrer (s'ils sont marxistes) qu'un tel principe — dont on a vu en U.R.S.S. les résultats... — est celui sur lequel nous souhaitons, aujourd'hui en France, nous appuyer...

En fait, tout se tient, et il ne faut pas s'étonner si l'affirmation de « principes » ronflants s'accompagne généralement d'une vision du capitalisme occidental qui retarde d'au moins cinquante ans sur la réalité actuelle, qui nous ramène à une époque où un Etat essentiellement répressif au service du Capital régnait sur une majorité misérable ! Les camarades qui (s'il en faut croire certains tracts) se font de notre société une telle image se rendent-ils compte qu'au temps de Lénine, les moyens d'« information » et de bourrages de crânes étaient dérisoires comparés à ceux d'aujourd'hui ? Que la publicité et la « culture » de masse n'existaient pas ? Que la lutte des classes (aussi acharnée pourtant aujourd'hui qu'hier, malgré les apparences) ne revêt pas de nos jours exactement les mêmes formes que jadis ? Que l'Etat bourgeois n'a plus seulement des fonctions politiques, mais aussi des fonctions économiques et idéologiques ? Qu'il n'est donc **plus seulement** un instrument de répression au service du Capital, mais aussi un instrument d'intégration — conçu afin d'exploiter au mieux la force de travail du prolétariat ? Que c'est cela le « capitalisme monopoliste d'Etat » ? Et que ce n'est pas parce que le P.C.F. emploie cette expression (inventée d'ailleurs par Lénine) et tire d'une telle réalité la justification de sa stratégie parlementariste qu'on peut nier une telle réalité ? Qu'il s'agit donc pour nous, non pas d'opposer le mythe d'on ne sait trop quel « marxisme-léninisme » à la faillite social-réformatrice, mais d'élaborer une stratégie révolutionnaire qui tienne compte des formes du capitalisme **actuel**, donc de **tendre** vers la constitution d'une organisation regroupant tous les révolutionnaires conséquents et fondée sur des statuts **qui restent à découvrir**, car aucun livre saint ne les mentionne ? Bref, qu'il nous reste encore un sérieux effort à faire pour être des marxistes ? □

Enfin !

Les Tribunes libres d'Emmanuel Terray et de Gilles Martinet posent très bien des problèmes essentiels. En accord complet avec la réflexion que développe Martinet dans cet article, je souscris pleinement à ses conclusions : Tout cela est exactement dans l'axe de ce que notre Parti a apporté de meilleur, depuis sa fondation, dans la vie politique française ; de surcroît, là est le vrai terrain **politique**, où se retrouvent pratique et **analyse réelle**, éloignées de la logomachie.

Jean PIVASSET.

Soyons patients car demain il sera trop tard...

Robert Lavis

Paradoxe ? pas du tout... Cette demande impérative de ma part à propos de la lutte contre le gaullisme et le capitalisme en général et contre la participation à la réforme E. Faure en particulier se veut issue d'une expérience précise, celle des incidents à la fac des Lettres de Lyon du 16 janvier 69, et de la lecture de « T.S. » de ce même jour 16...

Je suis d'accord avec vous dans l'article « Elargir les luttes universitaires » surtout quand vous dégagez les trois objectifs essentiels du moment :

1. Développer au maximum les contradictions du camp adverse.
2. Engager la lutte contre l'idéologie de la classe dominante.
3. Assurer à la base l'unité des lycéens, des étudiants et des enseignants en lutte pour assurer leur appui au combat des travailleurs.

Mais ces directives générales n'en arrivent-elles pas à se contredire dans la pratique et la tactique à suivre ? C'est ce que je voudrais démontrer par l'expérience de Lyon. La tactique actuelle des E.S.U. doit être très prudente et patiente si l'on ne veut pas aboutir au résultat opposé à celui envisagé, essentiellement en ce qui concerne l'unité des étudiants sans laquelle toute lutte sera inefficace.

Et c'est loin d'être un état de fait que cette unité des étudiants. La majorité des étudiants refuse toute manœuvre rappelant un tant soit peu mai. D'ailleurs les moyens de mai échoueraient lamentablement car la majorité gouvernementale n'est pas prête à se laisser « émouvoir », et surtout, je le répète, la majorité des étudiants refuse une telle démarche. Nous sommes dans une période qui promet beaucoup pour l'avenir. Contrairement à ce que vous pensez, je ne crois pas que les dissensions gaullistes ne sont qu'apparences, d'autre part il est bien évident que le capitalisme est en crise, d'ici à quelques mois, les solutions, si nous savons être patients, seront plus nettes à percevoir, et pour les ouvriers, comme pour l'ensemble des étudiants. Mais ne faisons pas de telle sorte, actuellement, que l'unité des étudiants soit à jamais brisée.

Après les troubles et bagarres de l'après-midi du jeudi à Lyon, les comités d'action et les E.S.U. ont pénétré dans les amphî pour y interrompre les cours. Dans l'amphî où j'étais, il devait y avoir 200 personnes environ. Aux premiers mots des manifestants, la majorité des étudiants a crié « Dehors ! nous voulons travailler, vous avez cherché la bagarre avec la manif. Vous l'avez eue et par vous c'est

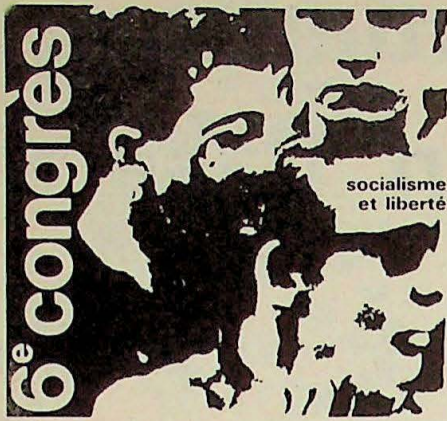
un régime de plus en plus policier qui s'instaure ! » Le cours n'a pu avoir lieu, mais presque l'unanimité de l'amphî où j'étais a refusé la discussion politique proposée et est sortie outrée, désormais inaccessible à l'explication de la tactique gouvernementale et à la conscience des luttes à mener. Je n'étais évidemment pas d'accord avec les propos et l'analyse de ces étudiants, qui n'avaient pourtant rien de fascistes ni de gaullistes, mais la tactique des progressistes a contribué à la coupure des étudiants.

Le régime se pourrait, soyons patients, attendons les moments favorables de la reprise d'une lutte peut-être violente. Mais pour l'instant, luttons d'une manière qui ne rappelle pas mai. Les étudiants se sont moqués du fait qu'à 20 heures les C.R.S. aient pénétré dans la fac et emmené... seulement 175 étudiants qui y restaient encore !

L'imagination au pouvoir !, que diable ! Qu'importent les drapeaux rouges ou noirs qui flottent. L'essentiel est que le maximum d'étudiants et profs soient convaincus que toute la réforme et les lois actuelles sont en faveur du gouvernement et du capitalisme, tant pis si le terme « politique » n'est pas employé dans cette prise de conscience, bien au contraire il faut l'éviter, l'essentiel est l'esprit non la lettre encore moins l'étiquette ou le drapeau. Alors au moment opportun la lutte devra redevenir ouverte et violente peut-être. Mais soyons patients, profitons de tous les moyens qui nous sont donnés pour nous exprimer même s'ils sont maigres, même s'il s'agit en apparence d'entrer dans le jeu de la participation : ce qui importe c'est d'être à l'intérieur du système pour le faire éclater, non pas d'être à l'extérieur et apparaître comme le **refus absolu** qui éloigne la majorité des étudiants et brise leur unité sans laquelle rien n'est possible.

Tous les moyens pour éduquer doivent être trouvés à condition qu'ils ne rappellent pas mai. L'imagination au pouvoir ! Pourquoi par exemple, ne pas lancer un théâtre au milieu des cours intérieures des facultés où, par la valeur artistique du jeu, l'humour, etc., tout autant que par le sens, les spectateurs seront attirés et donc déjà plus aptes à toute discussion : les progressistes déjà n'apparaîtront plus comme les ENRAGES. Le résultat peut être faible en apparence, il est cent fois plus valable que toute action qui fait fuir les étudiants et toute responsabilité en dispersant la masse.

Soyons donc patients et luttons, mais avec notre imagination créatrice en vue du futur et non tournée nostalgiquement vers mai. □



Une spécificité de bon aloi

Jean Dru

Les thèses proposées à la réflexion du VI^e Congrès du PSU, étaient nous l'avons dit, soumises non seulement à nos militants, mais à toute la gauche socialiste de ce pays.

Nous sommes donc heureux d'accueillir dans nos colonnes, cet article de Jean Dru.

T.S.

L'effort de réflexion collective dont procèdent les thèses appelle la sympathie de tous ceux qu'inquiète l'état du mouvement socialiste en France et dans le monde. Comme toute recherche relative à la politique, celle du P.S.U. comporte des appréciations et des assertions discutables. L'important est de savoir dans quelle mesure les vérités qu'elle énonce justifient la détermination du P.S.U. à maintenir son autonomie dans le combat socialiste.

« La profondeur de la crise que traverse le capitalisme mondial, et notamment en France, n'assure en rien la victoire du socialisme » — « Le système capitaliste... peut encore se survivre en apportant à ses difficultés des solutions passagères et localisées » lit-on dans le document soumis à la discussion. Cette mise en garde ne nous paraît pas superflue. Les contradictions du système sont à mettre en balance avec celles du camp socialiste. Pour l'heure, cette balance met hors de question l'effondrement mondial du capitalisme dans un avenir discernable.

« L'anachronisme du capitalisme français constitue la chance historique du socialisme. » Sans doute, mais pourquoi passer sous silence le refus de la classe ouvrière de se laisser intégrer au système, refus étroitement lié à l'action du mouvement socialiste et singulièrement du P.C.F. ? Il nous semble juste en revanche de ranger parmi les facteurs de barrage l'image qu'une grande portion des travailleurs se fait d'un État socialiste dominé par le parti communiste. Nonobstant une évolution positive, mentionnée dans les thèses, le P.C.F. continue effectivement de représenter aux yeux d'un pourcentage élevé de simples gens le support d'un régime bureaucratique inacceptable. S'employer à rénover la vision de la démocratie socialiste, ainsi que le fait le P.S.U., c'est, dans ces conditions, accomplir une tâche majeure.

Cette rénovation idéologique nécessite — selon les thèses — une ample contribution des intellectuels : « Les intellectuels occuperont inévitablement une place importante dans l'élaboration et la formulation de l'apport théorique indispensable. » S'agit-il là d'une mise en question du rôle dirigeant de la classe ouvrière ?

Nul ne conteste aujourd'hui le poids croissant de la couche technicienne dans le procès de production, ni l'impact de la science sur le développement des forces productives. Les catégories socio-professionnelles considérées, improprement désignées par le terme « intellectuels », sont dans leur majorité sous l'emprise de l'idéologie technocratique et il est capital de les gagner au combat socialiste. L'esquisse de l'ordre socialiste proposée dans les thèses est de nature à attirer bon nombre de travailleurs appartenant à ces catégories. En contraste, la dictature du prolétariat prônée par le P.C.F. relève d'une perspective qui rebute la plupart d'entre eux. Pour un parti qui s'identifie à la classe ouvrière et qui cherche à élargir son audience parmi les cadres et dans les milieux intellectuels tout en récusant la critique du centralisme bureaucratique dont les travailleurs concernés sont porteurs, il n'y a d'autre solution que de les incorporer, en théorie, à la classe ouvrière avec un statut de prolétaires politiquement mineurs. Le P.S.U., lui, accorde les mêmes droits à tous les travailleurs, quels que soient leur métier ou leur origine sociale. Luttant pour un pouvoir des travailleurs manuels et intellectuels, il n'a, selon nous, aucun intérêt à entretenir les équivoques attachées à la théorie du rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Cela dit, en l'état actuel du mouvement socialiste, la propension des cadres même « productifs » à rejeter le système capitaliste nous paraît moins accusée que ne le laissent entendre certains passages des thèses. Dans leur masse, ces salariés demeurent encore

favorables à un « dialogue » qui ressortit à la collaboration des classes. Objectivement, leurs intérêts profonds les poussent vers les travailleurs manuels et vers le mouvement socialiste. Mais pour que cette poussée produise ses effets, il est indispensable de leur proposer des objectifs correspondant à leurs aspirations ; de les convaincre, sans verser dans la flatterie, que le projet socialiste est leur affaire au même titre que celle des ouvriers.

« La démonstration qu'un régime économique socialiste est le fondement nécessaire d'une société plus libre revêt une particulière importance, car elle est seule capable d'empêcher le rejet du socialisme... » disent les thèses. Cela vaut surtout pour les salariés de haute qualification professionnelle. Face aux maux dont souffrent les pays à économie socialisée, nous ne croyons pas qu'aux yeux de ces travailleurs « cette démonstration découle de la nature même des contradictions qui minent la société capitaliste actuelle ». Et c'est notamment pour cette raison que la mise au jour d'un projet socialiste inédit nous paraît conditionner l'essor d'une lutte offensive.

Le chapitre 6 du document répond en partie à cette préoccupation. Les grands traits caractéristiques de l'État à construire y sont indiqués : plan central souple ; organisation économique décentralisée et largement autogérée système d'éducation refondu ; État déchargé de l'activité gestionnaire courante mais habilité à diriger la planification et à orienter la recherche (les termes « diriger » et « orienter » ne jurent-ils pas avec le contexte ?) ; syndicat jouant un rôle de contestation. On sait que les gouvernants yougoslaves sont confrontés aux problèmes posés par la mise en œuvre de principes sous-jacents à cet ensemble d'options et que les dirigeants tchèques étaient eux aussi résolus à les prendre en charge. Nul n'ignore non plus combien il est malaisé, en l'espèce, de faire concorder la théorie et la pratique. Il reste assurément beaucoup à faire pour rendre opérationnelles les idées valables formulées dans le chapitre « Société socialiste en gestation ».

La démarche traduite par les thèses s'inscrit pleinement dans une perspective socialiste, à l'exclusion d'une alternative démocratique bourgeoise « avancée ». Sous ce rapport, elle est tout à fait juste à notre sens. Ce n'est qu'en déployant le drapeau socialiste, mais d'un socialisme répondant aux aspirations profondes des travailleurs français, que l'on libérera les énergies révolutionnaires indispensables pour ébranler l'ordre capitaliste et pour en venir à bout. Prisonnier d'une idéologie périmée, d'un lourd héritage et trop attaché à des avantages concédés par le système en place, le P.C.F. se cramponne au mythe du rassemblement autour de la classe ouvrière de toutes les couches lésées par les monopoles. Ce mythe a pour corollaire le projet de « démocratie avancée ». Dans le contexte politique actuel, l'objectif ainsi désigné ne risque pas de susciter l'enthousiasme populaire. Mais il est clair que le programme gouvernemental visant à en faire une réalité participe d'une perspective socialiste et ne saurait entrer en application en l'absence d'une poussée révolutionnaire irrésistible débouchant sur un pouvoir de caractère nettement socialiste. L'important dès lors, sur le plan tactique, n'est pas d'opposer la théorie d'un premier stade

de l'ordre socialiste à celle de la « démocratie avancée », mais d'œuvrer au développement de ladite poussée. Et loin de contrecarrer une telle action, des accords sur un programme issu en partie de celui proposé par le P.C.F. sont de nature à la féconder.

Pour progresser sur la voie vers le socialisme, il faut à la fois intensifier la lutte contre le système en vigueur et dire clairement par quoi on entend le remplacer. Sur ces deux plans, l'intervention d'une grande formation socialiste, faisant contrepoids au P.C.F., est non seulement éminemment souhaitable, mais proprement nécessaire. Le moment est-il propice à la création de cette force ? Nous ne le pensons pas. Le marasme présent de la gauche non communiste, l'absence d'une pression de la base en faveur d'un renouveau radical des groupements de souche social-démocrate réduisent l'entreprise en cours à des négociations entre états-majors coupés des forces vives du pays, à des tractations régies par une optique purement électoraliste. L'affaire ne concerne pas les masses laborieuses et encore moins les jeunes ; au surplus, elle n'a aucune assise doctrinale. Cela étant, le P.S.U. a toutes les raisons de s'en abstenir et de s'efforcer de promouvoir un courant socialiste autonome.

Le problème de la sanction d'un parti socialiste véritable par le suffrage universel ne saurait toutefois être indéfiniment éludé. Aux yeux de simples gens, l'union de la gauche conditionne tout changement social au bénéfice des travailleurs. Aussi bien, la nécessité de regrouper en une grande formation tous ceux qui veulent la démocratie socialiste et refusent l'affiliation au P.C.F. ne doit-elle pas être perdue de vue.

Les thèses exposent la stratégie dont userait le courant socialiste : « Lorsque l'adversaire capitaliste est encore capable de s'affirmer facilement, l'essentiel sera... de conquérir des positions de force dans les entreprises... » Elles désignent par ailleurs « la bataille politique du contrôle ouvrier » comme l'un des principaux objectifs du P.S.U. pour la période actuelle. Les revendications relatives au contrôle de la marche de l'entreprise constituent, sans conteste, une arme capitale pour une stratégie offensive. Mais il faut se défier de la paille des mots et souligner ici la fragilité des « positions de pouvoir » (comme on dit en Italie), enlevées de haute lutte sous un gouvernement dévoué au patronat monopoliste. Que subsiste-t-il des accords que la F.I.O.M. a imposés aux employeurs en 1962 au terme d'une action exemplaire des métallurgistes italiens ? L'exaltation d'éphémères « pouvoirs ouvriers » au détriment d'une démarche visant la conquête du pouvoir politique ne procède-t-elle pas d'une impuissance à surmonter la crise du mouvement révolutionnaire ?

Le P.S.U. est à l'heure actuelle l'unique parti susceptible d'approfondir sa réflexion sans buter sur des tabous et sans compromettre son intégrité. Ce faisant, il apporterait au mouvement socialiste une contribution déterminante pour la mise au jour d'une stratégie valable. A elle seule, cette potentialité confère au P.S.U. une spécificité de fort bon aloi, tant que ne sont pas remplies les conditions propices à la naissance d'un grand parti champion d'une authentique démocratie socialiste.

Bourgogne région contestée

Philippe Laubreaux

C'est vendredi que Michel Rocard ouvrira le VI^e Congrès du P.S.U. à Dijon, « capitale » de la région de Bourgogne. Il est peu pensable que les congressistes aient, au cours de leurs trois jours de travaux, beaucoup de loisirs et puissent en profiter pour étudier l'environnement économique et social. Mais qu'ils se rassurent, nos camarades des départements de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de la Nièvre et de la Saône-et-Loire ont entamé un combat dynamique pour l'avenir socialiste de leur région. Réunis récemment à Quetigny, les militants bourguignons du P.S.U. ont mis à jour leurs analyses de la situation régionale et leurs propositions de développement.

« Mais, diront certains, pourquoi un tel travail de recherches et d'informations ? D'autres l'ont fait. » La raison en est simple. Pour les socialistes authentiques de Bourgogne, les problèmes économiques et sociaux de leur région doivent être examinés dans une optique bien précise, avant de proposer des solutions qui s'intègrent dans la conception générale du socialisme que nous voulons bâtir. A quoi servirait-il, en effet, d'être socialiste si la société que nous proposons n'était pas à même d'appréhender les grands problèmes de notre époque et de leur donner une réponse neuve et positive, profondément différente des solutions du néo-capitalisme. Nous pensons que le développement régional n'est pas quelque chose de « neutre », qu'il a une « odeur » et que notre recherche doit s'appliquer à définir les critères qui peuvent en faire un moyen au service d'une civilisation nouvelle.

Des volontés politiques

Les élections sont, traditionnellement, pour les députés de la majorité au pouvoir, l'occasion de se décerner des brevets de satisfaction en montrant tous les bienfaits de leur mandat sur leur circonscription. A l'inverse, l'opposition de gauche se contente trop souvent de critiques de principe — parfois démagogiques — mais qui ne s'attaquent que rarement aux racines profondes du mal, c'est-à-dire le système capitaliste. Et pourtant, il serait si facile de laisser aux conservateurs le monopole de la démagogie ou du mensonge par omis-

sion. N'est-il pas dans la nature du capitalisme de mystifier les électeurs et tout particulièrement les classes laborieuses, en leur cachant les tristes réalités de sa gestion ? Il faut donc que les partis et organisations de la gauche traditionnelle manquent bien d'imagination pour l'imiter dans ses méthodes.

Il est pourtant aisé de démontrer, preuves à l'appui, le scandale du sous-développement de la région de Bourgogne. Pour cela, point n'est besoin d'artifices ou de statistiques « sollicitées ». La vérité nous suffit, et le

ver un commencement de solution, ces trois problèmes s'aggravent. C'est que la volonté politique manque pour les résoudre : trop d'intérêts sont en jeu pour que le pouvoir gaulliste, fondamentalement jacobin, et de trop nombreux responsables locaux, intéressés à leur fonction actuelle de notables, infléchissent une évolution qui les favorise. Car, si ces problèmes ont une dimension économique, leur véritable nature est politique. Il n'y a pas de « fatalité » économique, mais des conflits d'intérêts qui s'expriment dans une volonté politique précise. Il est clair qu'entre un développement harmonisé de l'espace français et la constitution d'un ensemble parisien susceptible de « devenir la capitale de l'Europe » (1), le pouvoir gaulliste a choisi la deuxième solution, conforme à sa stratégie mondiale. Il est clair aussi qu'entre un développement harmonisé de l'espace bourguignon et la constitution d'un axe Dijon-Dôle-Besançon « capable d'exercer sur toute la région un pouvoir centrifuge au moins aussi puissant que celui des grandes métropoles situées au-delà de ses frontières » (2), les responsables régionaux ont choisi la deuxième solution conforme à une politique de concentration visant à battre les records démographiques.

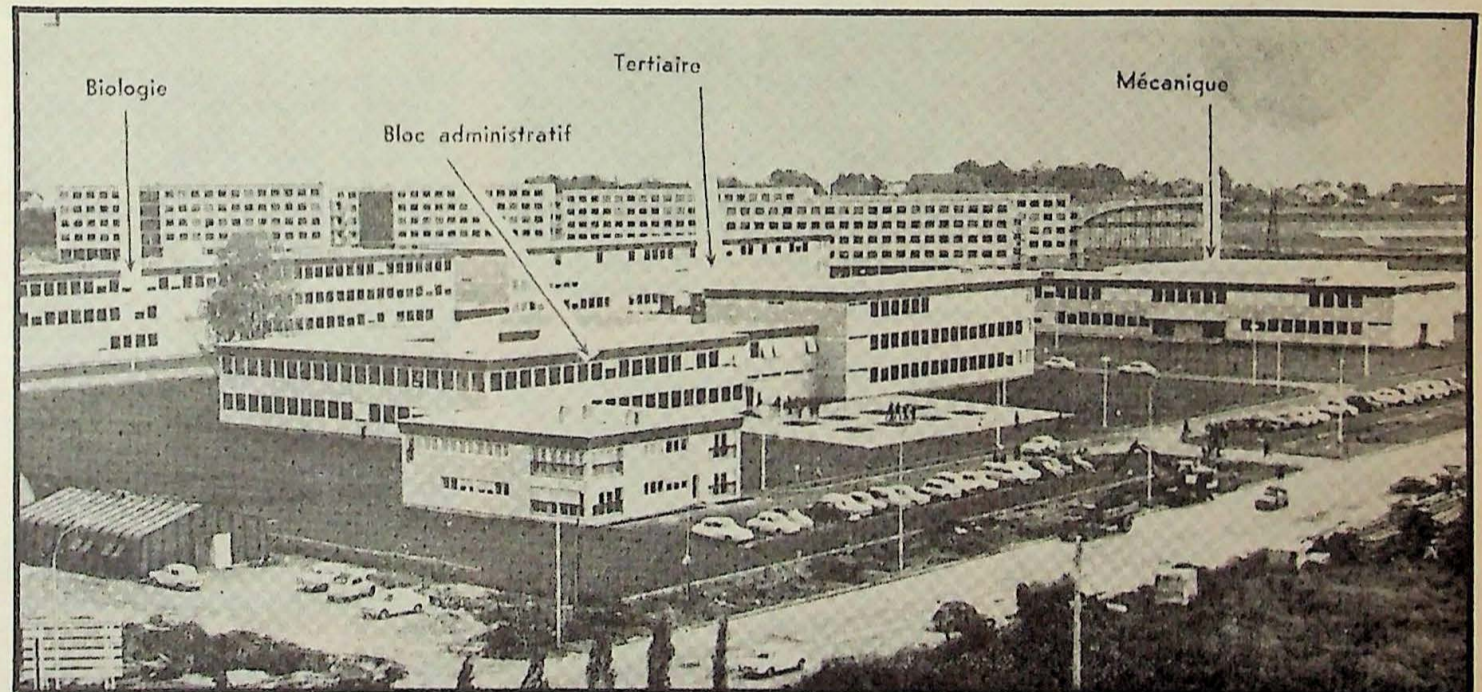
Ces solutions ne sont pas celles des socialistes. Le P.S.U. pense que la concentration géographique coûte cher : vieillissement de certaines régions qui les condamne à grossir « la France pauvre », sous-emploi, faibles revenus et sentiments de frustration dans les régions délaissées par l'industrie, coût humain élevé des taudis, des cités-dortoirs et du déracinement dans les zones d'expansion. L'aménagement du territoire doit être la traduction en actes de ce principe fondamental qu'est l'harmonisation du développement.

à elle. Elle doit devenir régionale dans un deuxième stade pour que les centres de décision soient à portée des citoyens.

Le puzzle bourguignon

Le mythe facile et rassurant de la « prospère Bourgogne » ne résiste pas à la confrontation des réalités démographiques et économiques. Région vieillissante — la moyenne d'âge de certains cantons est angoissante pour leur avenir — la Bourgogne est actuellement incapable d'offrir à sa jeunesse active des débouchés professionnels. Ainsi, en janvier 1968, 21,1 % des jeunes Bourguignons qui avaient passé leur C.A.P. en juin 1962 avaient quitté la Bourgogne. L'étude que Jean Davrey a réalisée pour l'Institut d'Économie régionale Bourgogne-Franche-Comté sur l'emploi des jeunes travailleurs qualifiés en Bourgogne montre qu'en 1967 13,3 % des jeunes « Côte-d'Oriens » qui avaient obtenu leur C.A.P. en 1966 avaient déjà quitté la Bourgogne et que 21 % envisageaient de la quitter alors qu'à la même date 13,7 % seulement de ceux qui avaient le C.A.P. depuis 1962 étaient partis, ce qui, compte tenu du délai beaucoup plus important, indique une tendance à partir bien plus accentuée de la part de la génération récente. Cette tendance est d'ailleurs favorisée par le problème des communications. Il est plus facile pour beaucoup de Bourguignons de se rendre à Paris — Nevers est ainsi beaucoup mieux relié à Paris qu'à Dijon ; Sens et Auxerre également — ou à Lyon — cas de Mâcon — qu'à Dijon. Ainsi commence à apparaître l'existence des puissants pôles que constituent la région parisienne et la région Rhône-Alpes.

De même, le bilan migratoire de la Bourgogne apparaît à première vue



présent dossier peut l'établir amplement. Il s'agit de montrer, en termes simples, concrets, chiffrés et non contestables l'ampleur de la crise traversée par la Bourgogne, région « sous-développée » du territoire français. Nous assistons à un déséquilibre croissant entre Dijon et la région qui conduit à la coexistence d'une capitale régionale et d'un désert bourguignon. Enfin, cette capitale régionale elle-même souffre de profonds déséquilibres qui la rendent impropre à la fonction de « métropole d'équilibre » qu'elle aspire à jouer.

Nous constatons que, loin de trou-

L'objectif de ce développement harmonisé est double : tout d'abord, une « régionalisation de la croissance » afin, d'une part, de réduire les inégalités économiques que le capitalisme engendre inévitablement dans la poursuite d'un profit maximum ; d'autre part, d'utiliser à fond les potentialités de développement que chaque région et chaque « micro-région », possède. Ensuite, une participation accrue des citoyens aux décisions dont leur sort dépend. La démocratie ne doit être centralisatrice que dans un premier stade pour briser les féodalités économiques et politiques qui s'opposent

comme un signe de santé ; il a doublé dans la période 1962-1968 par rapport à la période précédente. Mais il ne doit pas masquer le retard de la croissance démographique de la Bourgogne par rapport à celle de la France entière (+ 4,4 % pour la région contre + 7,3 % sur le plan national). Et, surtout, il faut remarquer qu'il existe en réalité une très forte émigration des jeunes entrant dans le mar-

(1) Déclaration de Roland Nungesser, alors ministre de la Construction, à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1963.

(2) Programme de modernisation et de développement de l'agglomération dijonnaise.

ché du travail (environ le quart de leur effectif) qui est dissimulé par l'immigration des personnes âgées venant prendre leur retraite en Bourgogne. Ce fait est particulièrement sensible dans les cantons de Sens, de Joigny, de Migennes, d'Auxerre et de Saint-Florentin dans l'Yonne où l'on enregistre une immigration de 13.600 personnes.

Les zones de déclin concernent particulièrement le Morvan, le Nivernais, l'Auxois, l'Ouest de la Saône-et-Loire, la Bresse — où près de 4.500 personnes ont émigré — ainsi que le bassin de Montceau-les-Mines, éprouvé par le départ de 2.800 personnes. En Côte d'Or, le désert s'accroît dans la vallée de la Saône et le Châtillonnais.

Le déclin de certaines zones géographiques confirme donc le caractère désarticulé de la région. Au centre, le Morvan, région pauvre, boisée, à l'altitude relativement peu élevée mais au relief et au climat assez défavorables pour en faire un obstacle sérieux aux échanges. Au nord-ouest, les vallées de l'Yonne et de l'Armançon s'élargissent en plaines vers le bassin parisien ; les deux tiers du département de l'Yonne sont ainsi tournés vers Paris (3). Au sud-ouest, le Morvan fait place à la plaine de Loire ; la rive bourguignonne est ainsi plus orientée vers l'intérieur que vers le reste de la région. Au sud-est, la plaine de Saône regarde vers Lyon et le Rhône. Ainsi, plusieurs des parties périphériques se tournent de plus en plus vers l'extérieur et le caractère disparate de la région économique de Bourgogne semble la rendre de moins en moins viable. Deux solutions se présentent alors. On peut constater que la Bourgogne et une bonne partie de la Franche-Comté constituent dans le Centre-Est un vaste seuil qui n'est polarisé par aucune des grandes métropoles actuellement existantes, une sorte de zone résiduelle ; admettre que ni la Bourgogne ni la Franche-Comté n'ont vocation à devenir des pôles de développement ; prolonger alors vers le nord la zone dépendant de Lyon et vers le sud celles dépendant de Paris, Metz, Nancy et Strasbourg, et donc faire passer sur la Bourgogne et la Franche-Comté la frontière entre les régions dépendant de ces métropoles. On peut aussi, deuxième possibilité, opter pour la création d'un pôle de développement autonome le long de l'axe Rhin-Rhône et faire de la Bourgogne et de la Franche-Comté une seule région structurée autour de cet axe. Cette solution est contestable car c'est un pari sur l'avenir ; mais elle est raisonnable dans la mesure où des projets immédiats existent et des réalisations ont déjà été effectuées sur l'axe Rhin-Rhône, et où il est certain qu'une industrialisation se fera le long de cet axe. Toutes les autres solutions sont sans fondement si l'on veut créer une véritable région, notamment celle qui consiste à confirmer la séparation des deux régions ou à procéder à leur démembrement partiel, vers les régions du centre, de Paris ou Rhône-Alpes. C'est le plus sûr moyen de n'avoir jamais de région véritable.

Deux régions complémentaires

Deux éléments forts semblent jouer en faveur du rapprochement de ces régions. Le premier est la position assez centrale des deux seules grandes villes du Centre-Est, Besançon et Dijon dans le cadre des deux régions. Situées près l'une de l'autre (moins



D.R.

de 100 km), elles sont assez complémentaires par leurs activités. Besançon est nettement tournée vers l'industrie avec 47 % de sa population dans le secteur secondaire (Dijon : 34 %) et Dijon vers les services avec 65 % d'actifs dans le secteur tertiaire (contre seulement 52 % à Besançon). Les moyens de communication modernes peuvent mettre ces deux villes à trois quarts d'heure l'une de l'autre dès aujourd'hui, à une demi-heure dans un futur proche. Une répartition des grands équipements culturels, sociaux, administratifs entre les deux villes pourrait offrir aux habitants de la région des services collectifs plus adaptés que ceux qu'elle possède actuellement. La rivalité présente des deux grandes capitales du Centre-Est est une absurdité coûteuse. Nous n'en prendrons comme exemple que les doubles emplois universitaires : une faculté de pharmacie dans chacune des deux villes, une section de documentation - information dans chacun des deux instituts universitaires de technologie alors qu'on n'en prévoit qu'une demi-douzaine pour toute la France...

Le deuxième atout, c'est l'importance des possibilités de développement du triangle Besançon-Châlon-Dijon, traversé par les grandes voies de communication modernes (demain des autoroutes ; après-demain la grande voie d'eau, dès aujourd'hui le chemin de fer), disposant encore de la réserve de main-d'œuvre de la Bresse. Il est clair que l'avenir du centre-est de la France, si on veut qu'il en ait un, est principalement sur la Saône. Une région plus solide, mieux centrée sur une métropole tricéphale de taille suffisante, évitant l'engorgement des cités se développant de manière concentrique et irriguant une région plus vaste avec des zones vertes intersticielles, susciterait les énergies et les initiatives qui n'ont pu s'épanouir jusqu'ici à l'ouest de la Saône. Mais encore faut-il s'en donner les moyens.

La fiction sociale de Dijon

Et c'est là que les indications sont les plus préoccupantes. La situation de l'emploi en Bourgogne s'est dégradée au cours de l'année 1967 (+0,7 %,

contre + 2,8 % en 1966). Certes, il en a été de même dans la plupart des régions françaises, mais l'expansion industrielle a été particulièrement faible en Bourgogne. C'est dans la Côte-d'Or que le rythme a le moins diminué en 1967 par rapport à l'année précédente (+ 1,3 % contre + 2,1 %). Dans l'Yonne, on enregistre au contraire une chute brutale (de 5,8 % à 2 %). Ce dernier taux reste cependant le taux le plus élevé de la région. A l'inverse des années précédentes, les effectifs du bâtiment et des travaux publics ont fort peu progressé dans ce département en 1967 ; le taux d'expansion « sans bâtiment » est ainsi légèrement supérieur au taux « avec bâtiment ».

Mais ces constatations sont sans commune mesure avec les véritables « situations de crise » qui se sont créées en Saône-et-Loire, et surtout dans la Nièvre. Quelques chiffres d'abord : les effectifs salariés du secteur privé s'étaient notablement accrus en 1966 (respectivement + 2 % et + 3,5 %) ; en 1967, la stagnation est complète dans les deux départements (+ 0 %). La crise charbonnière est particulièrement grave dans le bassin de Montceau-les-Mines. Les effectifs au fond diminuent, l'extraction est volontairement limitée en raison de la mévente du charbon et la fermeture des puits est inéluctable à terme. Aucune mesure sérieuse de reconversion sur place n'a été préparée par les pouvoirs publics qui, une fois de plus, pratiquent le laisser-faire capitaliste.

A la S.F.A.C. (groupe Schneider), on constate également une compression progressive du personnel et des transferts sont effectués vers d'autres établissements du trust Schneider. La route express, réalisée en principe, en vue de dynamiser l'activité économique de Montceau et d'attirer des entreprises nouvelles sur la ville, joue en fait en faveur de Chalon-sur-Saône. A Chalon l'expansion économique, après une période assez intense, tend à se ralentir nettement. La S.F.A.C. a réduit ses effectifs par mise à la retraite anticipée de 104 travailleurs. A Mâcon, on n'enregistre qu'une seule usine nouvelle en dix ans, avec 40 emplois créés. A Tournus, 215 licenciements en cinq ans.

Tous ces faits expliquent l'émigration croissante de la jeunesse de Saône-et-Loire entrant au travail, soit vers Lyon (pour la région mâconnaise), soit vers Sochaux-Montbéliard-Belfort (pour la région de Montceau), soit vers la région parisienne (pour le solde migratoire). Dijon ne joue qu'un rôle attractif assez faible. Devant cette situation alarmante, le P.S.U. a engagé une action de protestation, en liaison avec les organisations de gauche et les syndicats ouvriers, pour préparer l'exigence populaire de l'expansion.

Quant à la Nièvre, indépendamment des fermetures d'usines, notamment à Cercy-la-Tour, 800 emplois ont été supprimés à la suite de la concentration S.F.A.C.-Schneider à Imphy. Licenciements également chez Paillard-P.L.P. à Saint-Pierre-le-Moutier, chez Progil et Plastugil à Clamecy. D'autres fermetures d'établissements sont également envisagées : l'arsenal militaire de Guérisny (soit 450 emplois), les mines de charbon de La-Machine. Déjà lourdement handicapée par une démographie très faiblement excédentaire, des voies de communication difficiles, un sous-développement industriel persistant, la Nièvre est appelée à connaître des difficultés grandissantes dans le secteur de l'emploi. L'émigration des jeunes va s'accroître, la population vieillira davantage et le désert nivernais s'étendra. Si l'on ajoute à ce tableau, déjà assez sombre, la crise de l'élevage, on mesure la gravité de la situation économique et sociale dans la Nièvre.

Pour une véritable régionalisation

Une réaction salutaire s'impose, il faut d'abord désenclaver la Nièvre, en créant des pôles de développement et en améliorant très rapidement les liaisons routières et ferroviaires, avec Dijon en particulier. Afin de rompre cet isolement, le P.S.U. lutte pour la réalisation d'une grande liaison autoroutière transversale Genève-Océan qui impulserait les échanges économiques avec le centre de la France.

Les militants socialistes de Bourgogne savent que ce n'est pas le capitalisme libéral qui pourra donner des réponses satisfaisantes aux besoins urgents de la région ni des solutions rationnelles aux problèmes d'aménagement posés. Ils se sont néanmoins prononcés pour de véritables Conseils Régionaux, prenant leurs responsabilités. Mais, comme l'écrivait Michel Rocard dans son rapport « Décoloniser la province », « Pour parvenir à ce résultat, il faut créer des institutions régionales et locales de taille utile, ce qui signifie remembrer celles qui existent, les doter d'une masse budgétaire totale égale à peu près au double de ce qu'elle est actuellement par rapport au produit national et les peupler d'hommes qui auront conduit et chercheront à terminer leur carrière en province, qui auront donc trouvé dans quelques grandes villes de province l'alimentation intellectuelle nécessaire à la vie d'élites locales responsables. »

Rien à voir, on le constate, avec le prétexte réformateur soumis au référendum du 27 avril. □

(3) D'ailleurs, les « Réflexions pour un livre blanc du bassin parisien » élaborées par le groupe interministériel d'aménagement du bassin parisien incluent l'Yonne qui se détache donc progressivement de la Bourgogne.

De Tilsitt à la République

Jacques Ferlus

Mardi 4 mars, dans un train de banlieue bondé comme de coutume. Bondé de travailleurs bien sûr. Ils lisent « l'Humanité » ou « le Parisien », voire « le Figaro ». Tous ces journaux parlent du rendez-vous de Tilsitt. Mais cela ne provoque pas les discussions. Non, aujourd'hui c'est mardi, la veille il y a eu « le Fugitif » à la télé. On commente l'épisode. « Après il y avait Debré, je suis allé me coucher. » Nous sommes bien loin du rendez-vous de mars.

Gouvernement, patronat et syndicats savent bien que les salariés se soucient peu de ce rendez-vous. Chacun va donc manœuvrer pour que la situation tourne à son profit. Hélas ! Maurice Schuman commence par commettre une gaffe en déclarant que personne n'aura le moindre engagement à prendre au cours de la discussion ! Dès lors, les syndicalistes, et surtout aussi le C.N.P.F., comprennent que la négociation s'est engagée dans une impasse. On discutait jusqu'au soir. Sourires et déclarations encourageantes à la Presse. Chacun rentre chez soi pour compter ses atouts.

La machine syndicale

Mercredi, dans le même train de banlieue, les mêmes journaux, les mêmes discussions.

A Tilsitt, également les mêmes personnes et les mêmes discussions que la veille. Les positions se durcissent. Du côté syndical la matinée a été consacrée à la réflexion et aux consultations internes. Georges Séguy est le premier à parler de l'éventualité d'un conflit. La C.F.D.T. demande aux travailleurs de se tenir prêts à « poser l'outil ».

Maurice Schumann n'a rien de nouveau à annoncer après le Conseil des ministres. Le C.N.P.F. qui sent venir le danger se déclare prêt à négocier sur les salaires, et sur tout le reste, directement avec les syndicats. C'est trop tard, on se reverra demain seulement pour la forme.

Dès lors, la « machine » syndicale va se mettre en route. Jeudi matin, la C.G.T. et la C.F.D.T. se rencontrent pour prendre des positions communes. La C.F.D.T. mettra F.O. au courant des conversations.

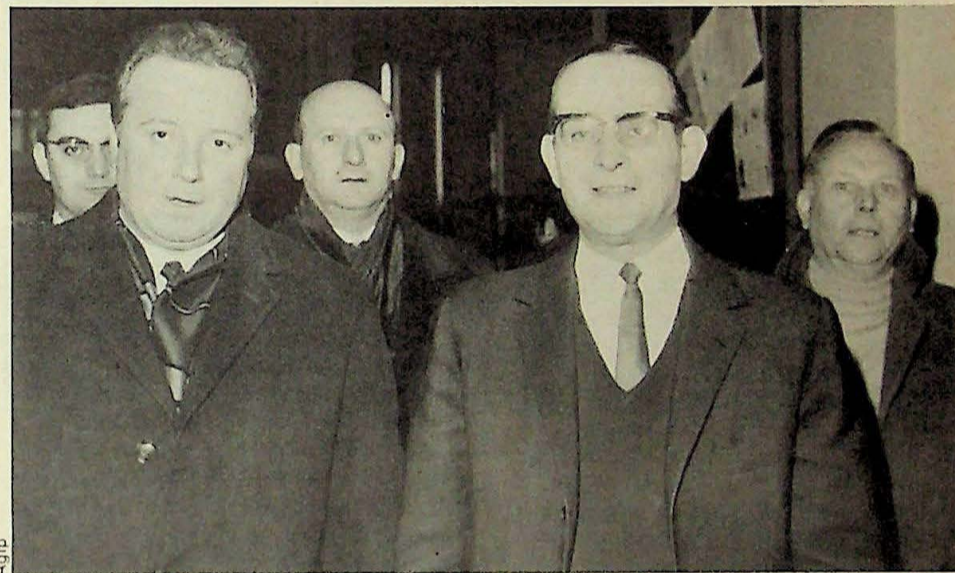
A la base, celle-là même que les trois parties comptaient bien s'accaparer, une prise de conscience rapide se fait. Les militants syndicaux, dans certaines entreprises, les militants politiques et les comités d'action, poussent les travailleurs à profiter de la situation pour avancer leurs revendications.

Chez Peugeot et dans plusieurs autres entreprises des grèves éclatent. Le patronat réagit vivement en brandissant le lock-out. Il a compris. Il a peur. Il craint un nouveau coup de mai. Les responsables syndicaux harcelés au téléphone par les militants répondent que si mai revenait en mars, ce serait peut-être moins spectaculaire mais sûrement plus cher.

Le soir même, Tilsitt n'est plus qu'un rendez-vous manqué et la journée du 11 mars est décidée.

Dans un train de banlieue

Vendredi matin, dans le train de banlieue, les langues commencent à se délier. Pas trop, car « on n'en a pas encore parlé avec les copains de l'usine ». Un lecteur du « Parisien libéré » affirme que « c'est la faute du gouvernement ».



René Mathevet, secrétaire confédéral de la C.F.D.T. (à droite), et Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. (à gauche). Derrière eux (de gauche à droite) les délégués de la C.G.T., Buhl, Krasucki et Berthelot.

Et c'est en lisant son journal qu'il l'a compris. Il faut le faire.

Mais c'est au cours du voyage retour, le soir, qu'on va pouvoir s'expliquer.

« Alors, qu'est-ce que vous faites dans ta boîte ? » — « Tiens, voilà le tract de la C.G.T., on arrête toute la journée. »

« Chez nous, ce n'est pas encore fixé, on a une réunion du personnel demain. » Le droit syndical commence à entrer dans les faits. « Moi je suis d'accord pour faire grève, mais il y aura la moitié des gens qui viendront quand même travailler. Il y aura toujours des c... Il faut arrêter malgré tout parce que quand le gouvernement se paie la tête des syndicats c'est comme s'il se payait la nôtre. »

Bien sûr il y a toujours un naïf pour demander pourquoi tout cela. Et il est bien difficile de lui répondre. Quoique finalement : « Eh bien, une fois de plus le gouvernement ne veut rien entendre ! En

juin on a été augmenté. Est-ce que tu trouves que tu vis mieux ? On te donne d'un main, on te retire de l'autre. »

Du côté des femmes, on est plus inquiet : « Et si ça recommençait comme l'année dernière ? » « Tout ça c'est de la politique. » « Ils ont dit à la télé... » « Oh ! Madame, la télé est pourrie. Tenez, lisez plutôt ce que dit mon syndicat. Ça c'est vrai... »

La voie étroite

Certes, toutes ces discussions ne sont pas très poussées et il ne faut pas en attendre qu'elles augmentent considérablement le degré de lutte. Mais quel revirement depuis le début de la semaine !

Les syndicats peuvent d'ores et déjà être satisfaits d'eux-mêmes. Ils ont réussi à mobiliser les travailleurs. Georges Séguy a dit du rendez-vous de Tilsitt qu'il avait seulement permis au Front syndical de voir enfin le jour. Ce n'est même pas totalement vrai, mais c'est bien l'impression qu'ont les salariés. En effet, si tout le monde est d'accord sur l'opportunité du 11 mars, il n'y a pas eu pour cela de mot d'ordre commun. Entre l'appel à la grève de la C.G.T., l'invitation à se déterminer à la base de

la C.F.D.T. et le ralliement prudent de F.O., il y a tout de même des divergences assez profondes.

Les travailleurs n'en sont pas moins une nouvelle fois mobilisés et pratiquement à la seule initiative des syndicats. Il est souhaitable qu'ils puissent conserver cette initiative au-delà du 11 mars. Car on ne peut plus se contenter d'une démonstration spectaculaire. C'est ce que ne semblait pas encore avoir compris la C.G.T. à la veille de cette journée.

Mais la voie est étroite. Les travailleurs ne se contenteront pas du 11 mars. Il faut élever le niveau de la lutte et durcir celle-ci progressivement. Et le faire de telle manière que cela ne fasse pas rallier le camp gaulliste à ceux qui ont peur...

Le rendez-vous manqué de Tilsitt aura permis le succès de celui de la Bastille. Mais c'est après « République » qu'a lieu le véritable départ. □



A.D.N.P.

Tilsitt : pas le droit de discuter

Jacques Malterre

Les syndicalistes qui sont venus rue de Tilsitt ont eu moins de chance que les cosmonautes d'Apollo, ils n'ont pas réussi le rendez-vous dans l'espace social. Le siège du gouvernement est resté désespérément vide. Oh ! bien sûr, un monsieur l'occupait physiquement : Maurice Schumann était bien dans son fauteuil mais il ne représentait personne ou plutôt il n'avait aucun pouvoir, aucun mandat. A la moindre question il devait demander des instructions au Premier ministre. On l'a même vu demander s'il était possible d'envisager une réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives alors que celle-ci est obligatoire !

Par comparaison la délégation patronale était nettement plus conciliante et toute son attitude a révélé son désir de ne pas rompre les ponts.

Quant aux syndicalistes ils ont paru éprouver une vive surprise et ont manifesté une indignation qui n'était pas feinte.

Cependant, tout cela est parfaitement conforme à ce qui avait été annoncé. Le gouvernement avait, à de nombreuses reprises, affirmé une conception du rendez-vous qui excluait toute négociation. Depuis 2 mois nous assistions à un étrange dialogue ; plus le gouvernement précisait ses intentions de limiter la réunion au « constat », plus les organisations syndicales chargeaient le bateau et allongeaient la liste des problèmes que l'on devait aborder. De telle sorte qu'elles cristallisaient tout l'espoir des travailleurs sur une rencontre alors qu'elles connaissaient la position négative du gouvernement.

La stratégie gouvernementale est difficile à comprendre, comme celle de la C.G.T., si on ne la replace pas

dans l'ensemble de sa politique depuis Grenelle.

La démission du pouvoir gaulliste

A Grenelle, répétons-le une fois encore, le pouvoir a cédé sur les salaires pour se sauver lui-même et sauver le patronat avec lui. Mais il était bien persuadé qu'il avait trop « lâché ». Ensuite, dès que la mobilisation des travailleurs a cessé il a insinué sans trop insister que les avantages de Grenelle étant exceptionnels une partie d'entre eux représentait une sorte d'avance sur la hausse de 1969.

Dans son esprit en effet, c'était s'écarter de la tendance définie par le 5^e Plan, celle-ci étant même un objectif maximum réalisable dans les « bonnes années ».

Le pouvoir est peut-être conscient de ses propres fautes ! il sait que depuis dix ans les structures économiques françaises ont évolué moins vite que celles des grands capitalismes concurrents et que par conséquent une partie des salariés doit avoir des rémunérations faibles.

Mais surtout, il faut souligner qu'après Grenelle le gouvernement a perdu le contrôle de la machine économique : la spéculation, les hausses de prix, les concessions aux agriculteurs et aux commerçants et surtout les cadeaux aux entreprises lui ont enlevé toute marge de manœuvre ; sans le contrôle des changes le franc aurait déjà sauté.

Ceci contraint le pouvoir à une attitude purement défensive, il campe sur ses positions essaie de les consolider mais ne peut se permettre la moindre initiative.

Le plus dangereux pour lui serait que s'instaure un système de rendez-vous périodiques où à chaque fois les forces en présence examineraient les résultats de sa politique et fixeraient les objectifs généraux des hausses de rémunération.

Voulant garder sa totale liberté de décision à tout moment le pouvoir ne peut absolument plus s'engager sur quoi que ce soit.

Menacé en permanence, par une crise monétaire, à la merci d'une dévaluation, il doit naviguer à l'estime : il ne peut même plus établir des prévisions qui auraient encore valeur de référence. Pour la première fois depuis longtemps, il s'est abstenu de présenter des évaluations sur la croissance en 1969.

Le point le plus sensible c'est le budget ; celui-ci reste le seul instrument sérieux de la politique gouvernementale avec le crédit. Pour « tenir » sur son budget, il faut que la hausse des rémunérations ne dépasse pas 3 % dans la fonction publique et 4 % dans le secteur nationalisé (cela est à peu près la même chose en pratique puisque cela dépend des textes d'applications).

A partir de là, la situation se noue complètement et Tilsitt devient plus clair : non seulement il fallait que M. Schumann refuse d'inscrire un débat sur la fixation des salaires du secteur public, mais aussi il lui était impossible de prendre une position quelconque sur ceux du privé. La moindre proposition, et même la moindre indication sur une croissance supérieure à 3 % pour le secteur privé donnait immédiatement aux syndicats une arme pour remettre en cause les décisions prises pour le secteur public.

Le refus du pouvoir d'engager une discussion quelconque est donc le

résultat de son affaiblissement. La médiocrité du Premier ministre, les rivalités entre les factions gaullistes, la critique des groupes capitalistes eux-mêmes qui préféreraient maintenant liquider de Gaulle si ils étaient sûrs d'avoir Pompidou, la tactique des classes moyennes dont les organisations (commerçants, agriculteurs, cadres de la C.G.C., syndicats maison), sentent qu'elles peuvent faire payer très cher leur soutien ; tout cela fait qu'il n'y a plus d'Etat, plus de structure politique, plus de système de résolution normale des conflits d'intérêts entre groupes sociaux.

Il ne reste que l'intervention quasi-magique d'un homme s'adressant par-dessus toutes les organisations aux citoyens qu'il a tout d'abord cherché à affoler et qui par leur vote devraient sauver un ordre et une autorité hiérarchique alors même qu'ils les contestent chaque jour par leurs actions pratiques, réelles en tant que salariés, commerçants, patrons, agriculteurs ou étudiants.

Le patronat lâche de Gaulle

L'attitude patronale dans ces tristes circonstances est faite de prudence et d'habileté. Pour le C.N.P.F. de Gaulle est sur le déclin, son système de gouvernement est condamné ; mais ce n'est pas grave ; les gouvernements passent, le patronat reste, appuyé sur les forces du capital et de la bourgeoisie. Et lorsque de Gaulle répète « sans moi c'est le chaos ou le bouleversement », ces messieurs commencent à murmurer « mais non, pas du tout, nous pouvons, nous devons lui survivre et surtout ne pas être entraîné dans sa déchéance. » Certains vont même jus-

qu'à insinuer que le responsable du chaos c'est peut-être de Gaulle lui-même avec ses prétentions de réformes dont personne, « pas même les syndicats », ne veut, avec sa politique extérieure et militaire. Qui menace réellement le franc ? les anarchistes ou de Gaulle ? Réponse : c'est la même chose : l'autorité solitaire, arbitraire, imprévisible, n'est ce pas le prototype de l'anarchie vulgaire ?

La déraison c'est le désordre de l'esprit, placez-là à la tête des affaires publiques vous aurez le désordre des affaires publiques... et privées.

Jusqu'à présent, les dégâts ont été limités et de Gaulle a bien servi le capitalisme, mais ajoutent nos patrons c'est surtout parce qu'il était entouré d'hommes sages : Pinay, Baumgartner, Giscard (malgré quelques erreurs), Pompidou, mais maintenant il a éliminé tous ceux qui pouvaient le contrôler un peu et s'est entouré d'hommes peu influents.

Un bilan de faussaire

D'ailleurs disent-ils encore il ne mesure même plus les réalités de la situation et là le patronat à raison.

Le discours du 12 mars est plein de contre-vérités : il est faux de dire qu'au printemps l'économie de la France était en très bonne voie, avec un chômage croissant et un retard de plus en plus grand par rapport à nos voisins ; il est faux de dire que le franc était d'une solidité exemplaire puisque à la première crise il a failli sauter.

Il est inexact que le travail ait été arrêté partout pendant presque deux mois. L'Institut de la Statistique, service du gouvernement, écrit que la perte de production a été au total celle de 15 jours de travail ;

Il est ridicule d'affirmer que ces jours derniers le franc se retrouvait d'aplomb alors que sa survie était liée uniquement au contrôle des changes et aux prêts étrangers.

Il est scandaleux de dire que le chômage disparaissait alors qu'il avait été réduit de 10 % et que tout le monde annonçait déjà la fin prochaine de la reprise et en conséquence la remontée du chômage.

On pourrait continuer longtemps. Mais un gouvernement peut-il fonder sa politique sur des analyses fausses ? à un certain degré d'impuissance, l'incantation ou si l'on préfère la méthode Coué remplace le dialogue et la discussion, et appelle une réponse d'adhésion au mage quasi aveugle.

Mais les patrons ne se nourrissent pas de magie ; ce qu'il leur faut c'est de la bonne politique, permettant d'assurer la continuité des profits. La grève du 12 mars à leurs yeux est entièrement imputable au gouvernement. Il faudrait presque lui demander des indemnités.

Or tout vaut mieux que la renaissance de conflits brutaux, car on ne sait plus sur quoi ils peuvent déboucher !

A Tilsitt, les membres du patronat prenaient des mines très contrariées et dès la fin de la grève ils déclaraient que ce n'était qu'un incident regrettable.

Cela ne veut pas dire que le pa-

tronat français ne soit le moins du monde prêt à abandonner ses privilèges et ses profits, mais, sous l'impulsion de quelques hommes fort astucieux, qu'il est prêt à discuter et à s'entendre avec des organisations syndicales qu'il juge « raisonnables ».

Il est même prêt à lâcher un peu sur les salaires, plus que ne le souhaite le pouvoir gaulliste, pour éviter une récession qui tarirait en partie la rentabilité des entreprises.

Les stratégies syndicales

Connaissant les dispositions du gouvernement et du patronat, les syndicats avaient le choix entre plusieurs tactiques.

Une première attitude consistait à prendre acte dès le début du refus de discussion. Alors on faisait le constat de la hausse des prix, on se séparait pour engager aussitôt des négociations par secteurs dans les industries privées ; les résultats auraient de toute façon dépassé les 3 à 4 % du secteur public, à ce moment les syndicats auraient été en position solide pour obliger le pouvoir à revenir sur ses décisions dans le secteur public et nationalisé.

Cette stratégie était semblable-t-il celle qui avait les préférences de F.O.

Son inconvénient était de fractionner les discussions, et surtout de ne pas permettre d'aborder le problème des allocations sociales, de la fiscalité, des prix, c'est pourquoi la C.F.D.T. y était peu favorable.

Pour la C.G.T., il semble, ce n'est qu'une hypothèse, que les préoccupations syndicales et politiques étaient prioritaires. Elle a dû voir dans une négociation au sommet le moyen de reprendre l'initiative sur le terrain qui lui est le plus favorable, parce qu'à ce niveau elle est incontestablement l'interlocuteur décisif pour le gouvernement. De plus c'était le meilleur moyen de resserrer des rapports très distendus avec la C.F.D.T. et en même temps de freiner le rapprochement C.F.D.T.-F.O.

Mais surtout la réalisation du front syndical sur le plan national pouvait viser à contrecarrer une évolution politique qui isole le P.C.F.

Enfin, la C.G.T. a fait nettement savoir qu'il serait bon que toutes les négociations soient terminées avant la fin de mars pour que le référendum se déroule dans un climat apaisé, car la crainte du désordre ne créerait pas des réflexes en faveur du oui.

Avoir un accord cadre facilitait la réussite des accords de salaires locaux et empêchait peut-être les discussions de partir dans tous les sens avec des risques de surenchères. Si l'accord cadre n'était pas obtenu, et de toutes manières il ne pouvait pas être réalisé sur l'ensemble des revendications il était possible de mettre en évidence la mauvaise volonté gouvernementale pour susciter une réaction — cette fois politique — qui se serait manifestée d'une manière classique lors du référendum.

La C.F.D.T., pour sa part, semble



Elle Kagan

capable d'une beaucoup plus grande souplesse tactique ; elle peut laisser davantage l'initiative aux syndicats de base et par là même elle court moins le risque d'erreur d'appréciation sur les réactions de la base.

Le régime des soubresauts

Le blocage de Tilsitt, l'incroyable diatribe du général contre les « assaillants » recèlent un double danger.

De Gaulle cherche à rejeter la responsabilité de ses échecs sur les organisations syndicales ; avec l'affaiblissement du rôle des partis elles restent les principales forces de contestation ayant une audience nationale ; il le supporte de plus en plus mal. Il voudrait pouvoir leur coller sur le dos d'éventuelles décisions impopulaires comme une dévaluation ou une nouvelle hausse des prix et des tarifs ; il voudrait faire croire qu'elles n'agissaient que pour des raisons politiques et que par là elles sont prêtes à sacrifier les intérêts matériels des travailleurs. Son but est bien de n'avoir en face de lui que des masses inorganisées et sensibles à sa seule autorité, et « participant » dans le cadre des institutions — pièges qu'il met en place

dans les régions et les entreprises, comme dans l'Université.

Le second danger c'est donc de faire croire qu'aucune revendication n'est admissible en dehors de ce que le pouvoir a lui-même décidé. Tout progrès social devient une menace pour la monnaie, toute garantie nouvelle s'oppose à la nécessaire liberté des entreprises, toute modification dans la répartition des revenus ébranle l'édifice social et ses structures conservatrices ; alors les syndicats sont dangereux, les partis inutiles, toute organisation de citoyens, doit être proscrite au même titre et pour les mêmes raisons que tout rassemblement sur la voie publique.

Nous glissons ainsi vers la fin d'un règne de plus en plus autoritaire où sombrent les derniers éléments d'une démocratie classique. Mais alors le sursaut n'est plus loin ; le régime peut être acculé à des crises sans issues véritables de plus en plus fréquentes et tout sera à reconstruire. Mais ne nous trompons pas de modèle pour cette reconstruction. Ne la faisons pas avec le patronat, sous prétexte qu'il pourrait bien donner un coup de main pour renverser le régime. Ne tendons pas la main aux conservateurs de tous poils ce n'est pas avec eux que nous bâtirons le socialisme. □

Réponse d'un paria à la "réplique d'un responsable"

Albert Danjou

A quel saint se vouer ? J'ai recueilli, au cours de la même semaine, à propos d'un article : « l'autocratie et l'empirisme dans la Presse de province » (« T.S. » du 6 février), deux opinions.

L'une, fraternelle, émane d'un confrère de province qui, d'emblée, me dit : « bravo... » (ne voyez pas là, camarades, un certificat d'auto-satisfaction mais plutôt la joie profonde de ne pas me sentir seul à mener un combat).

L'autre, signée de Jean Meunier, président-fondateur de « la Nouvelle République » de Tours, est une chronique vengeresse, fleurant la vertueuse indignation d'un monsieur que j'ai (je le confesse bien volontiers) eu tort de prendre à partie. Bah oui ! Pourquoi lui plutôt qu'un Defferre, ou encore Lechantre, Wolf, Demange, Deccout. J'en passe et des meilleurs.

Ce qui m'a navré — mais non étonné — dans cette « réplique » de M. Meunier, c'est la désinvolture avec laquelle ce « responsable » dont je respecte (qu'il se rassure !) le passé de résistant, a esquivé le fond du problème. A savoir la liberté de la presse, c'est-à-dire celle des lecteurs et des journalistes. Vous me direz qu'il y a plusieurs recettes de la liberté. Celle de cet humaniste n'est point mienne.

Un paternalisme écolé

Toutefois, M. Meunier, moi, le « gauchiste hargneux, complexé », je vous crois sincère. Votre article n'est jamais qu'imprégné d'un paternalisme non dénué de bonne volonté, d'altruisme peut-être, mais combien banal. Pas mal, le petit couplet sur la participation, M. le président-fondateur. Je m'en voudrais d'en priver mes camarades :

du nouveau pour votre équipement stencil, le duplicateur Gestetner 466

Le duplicateur 466 apporte de nouveaux et nombreux progrès au procédé stencil. La simplicité de manœuvre, l'automatisme de fonctionnement et de réglage permettent à un opérateur, même novice, d'obtenir rapidement 10, 100, 1000, 5000 copies impeccables.

Voulez-vous être mieux informés des récents progrès de la duplication ? Demandez à Gestetner la documentation qu'il a réunie à votre intention. Vous y trouverez d'intéressantes précisions sur la gravure automatique des stencils. Gestetner - Service 686 - 71, Rue Camille Groult - 94-VITRY - Tél. 482-47-85

« Quatre représentants du personnel, et parmi eux un journaliste, siègent statutairement au Conseil d'Administration dont les dix membres sont renouvelables tous les trois ans. Une Coopérative de Main-d'Œuvre, organe interne de la Société, détient une masse d'actions de travail non nominales correspondant au tiers des actions de capital, donnant un droit proportionnel à la gestion de l'entreprise et à une répartition de ses revenus ainsi qu'à la plus-value sur l'actif en cas de liquidation. Le Comité d'Entreprise siège régulièrement et délègue deux de ses membres auprès du Conseil d'Administration lorsque celui-ci traite des questions intéressant l'ensemble de la Société. Un tiers des actions dites « de capital » est réservé aux membres du personnel en exercice. Tout transfert est subordonné à l'agrément du Conseil d'Administration. ENFIN — ET C'EST PAR LA QUE LA SOCIÉTÉ DIFFÈRE ESSENTIELLEMENT D'UNE ENTREPRISE CAPITALISTE — AUCUN ACTIONNAIRE NE PEUT DÉTENER PLUS DE 1.200 ACTIONS SUR 123.600. Pour l'exercice 1967, deux milliards environ d'anciens francs furent affectés aux salaires et charges annexes, et les « capitalistes », dont beaucoup sont des petites gens, des anciens résistants et des veuves de déportés, ont perçu six millions et demi d'intérêts !... « La Nouvelle République » est un bien collectif que sa nature même protège contre toute mainmise de puissances financières ou autres... »

Allons, braves collègues de « la N.R. », quand on a la chance d'avoir un patron si libéral, on ne conteste pas. Ce journal fait vivre 850 personnes dans « de bonnes conditions de travail » (sic), leur assure des salaires élevés (à ce propos lire attentivement la lettre d'un journaliste que la représentation patronale — pas la vôtre M. Meunier, rassurez-vous — rend anonyme) et la sécurité de l'emploi. Que demander de plus ?

Je vous le dis moi, ce qu'on demande : la liberté et la dignité ! Bien peu, somme toute. Et puis, cette troisième voie de « la N.R. » entre capitalisme et socialisme, ça me rappelle quelque chose. Pas vous ?

Ce qui me sépare de vous M. Meunier ? Le fossé d'une ou deux classes sociales. Un appareil hiérarchique ayant mission de filtrer le bon grain de l'ivraie de telle sorte que nos problèmes de journalistes « sur le tas » ni vous ni vos semblables ne pouvez et ne pourrez jamais les connaître. Dans mon « canard » on ne me demande pas d'être un homme, on m'ordonne d'être passif, d'obéir, d'exécuter. Alors j'exécute, parce qu'il faut bien vivre, nourrir femme et enfants. Mais j'exécute sans joie et je me dis que votre ordre social n'est pas le mien !

Vous me reprochez, cher monsieur, d'avoir mutilé vos propos tenus lors de la réception, en vos murs, de le Theule ? Je crois que nous sommes quittes, tant il est vrai que vous m'avez (involontairement, je n'en doute pas) rendu la pareille. 300.000 lecteurs, grâce à vos bons soins, auront eu l'impression que je n'étais qu'un cérébral atteint de révolutionnarité aiguë, auteur d'un « libellé prétentieux » que vous avez brocardé avec quelle autorité ! Vous avez rendu hideuse l'image de notre combat. Merci.

Sachez bien que ce que j'ai écrit, je l'ai vécu. Mais que vous importe. Quel beau sujet de dissertation n'aviez-vous découvert pour le samedi 1^{er} mars !

Passons sur la tirade démagogique où le P.S.U. est assimilé au gaullisme. C'est devenu un lieu commun...

Ça vous étonne que je puisse me considérer comme un paria, un manœuvre d'une certaine information ? A 1.000 kilomètres de ma « locale », un camarade, un frère, s'est reconnu dans cette description de cet « individu curieux et polyvalent » qu'est le journaliste.

Ça me paraît en effet curieux que, sortant d'une conférence de presse, je sois contraint de beliner des photos et de porter des hors-sac au car. Ça me paraît empirique, anachronique. Mais pendant ce temps-là — et c'est autant de gagné pour les tenants d'une certaine presse — je ne remplis pas ma mission d'informateur. Et d'abord je vous interdis de piétiner de votre patronale satisfaction ma dignité !

Ceci encore, M. l'humaniste : vous m'accusez, en choisissant dans un paragraphe de mon papier la ligne qui vous intéresse, de mépriser la petite information. Je ne la rejette pas — et je l'ai écrit dans l'article — je veux qu'on la complète, qu'on l'anoblisse, qu'on cesse, en un mot, de « l'exploiter ».

Car j'accuse la presse française, mercantile, démagogique, tradition-

nelle, « d'exploitation ». C'est ça, ça ne vous dit rien ? Et lorsque je parle de déontologie de la presse, de responsabilité morale des journalistes, vos colonnes font écho à je ne sais quelle « compassion méprisante », mais se gardent bien de traduire ce cri du cœur.

Peut-être que la discussion fraternelle avec les syndicats ouvriers, que je crois être un préalable à notre conquête de la liberté, ne vous sourit guère. Croyez-m'en, votre intérêt et celui de M. Archambault est que les syndicats de journalistes ne réalisent pas cette jonction que je souhaite avec le monde des travailleurs !

Eh bien, publiez-moi maintenant !

Agréez maintenant quelques questions « confuses » d'un « donneur de leçons »

1. Pensez-vous, sans rire, que votre personnel ait, tous les trois ans, la possibilité réelle de vous contester en assemblée générale ? Moi, pas.

2. Quand j'accuse la presse « d'exploitation », je pense aux chroniques judiciaires. Je pense, non sans honte et sans rage, à ce gosse de 18 ans (majeur pénal : on peut le photographier !) condamné par la justice des hommes et par la vôtre. La justice des marchands de papier. C'est ça la liberté de la presse ? Eh bien, sachez-le, je suis contre !

3. Je ne pense pas qu'à Cestas, mais au fait divers, ce goutte-à-goutte empoisonneur, cet opium du peuple, par lequel l'idéologie bourgeoise, chaque jour, procure aux masses leur ration de rêves et de cauchemars.

4. Redresseur de tort ? Peut-être. Sachez que ce n'est pas la médaille du travail que j'accorderais, moi, à certains « faitdiversiers », en fin de carrière, mais celle de la police !

5. Que pensez-vous des sociétés de rédacteurs M. Meunier ? Vous êtes « pour », j'imagine...

Pour moi, la liberté de la presse ne saurait être confondue avec la liberté exclusive qu'ont les patrons de cette presse de monopoliser le droit d'expression.

Ah ! j'allais oublier :

« Pouvez-vous m'affirmer que jamais le jugement d'aucun de vos journalistes (notre jugement à nous, les parias) ne fut altéré, édulcoré, annihilé par le souci de ne pas déplaire à de gros clients publicitaires, à leurs mandarins, aux notables, à M. le maire et à tout ce qui détient, comme vous dites, une « responsabilité ».

Et puisque vous semblez si soucieux de défendre la vérité et vos lecteurs : publiez donc ma réponse ! □



LE CLUB JEUNESSE ET CULTURE

vous invite pour PAQUES

SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE	L'EGYPTE	ANGLAIS SUR LA TAMISE
(Mt des Géants) 30/3 - 13/4 par avion	jusqu'à Assouan 31/3 - 12/4 par avion	(pour lycéens) 30/3 - 12/4 par train
720 F	1 450 F	580 F

PRIX TOUT COMPRIS AU DEPART DE PARIS
NOTICES DÉTAILLÉES SUR DEMANDE

11, rue Vernier — PARIS (17^e) — Tél. : 380-73-38

Se recommander de « Tribune Socialiste »

12

Bilan de la lutte ouvrière au Brésil

Rémy Grillault

A la suite du coup d'Etat de 1964, l'escalade de violence des exploités a fait un pas en avant. La police et l'armée sont intervenues dans les syndicats, remplaçant les directions réformistes par des « interventores » (1) ayant la confiance des militaires. Des milliers d'ouvriers ont été persécutés, emprisonnés et torturés. Devant cette situation, la direction réformiste a disparu (ses membres ont été exilés ou, simplement, se sont retirés lâchement) laissant la classe ouvrière désorganisée et désorientée. La dictature a profité de la conjoncture qui lui était favorable et, en même temps qu'elle réprimait et surveillait sévèrement le mouvement ouvrier, elle a promulgué diverses lois qui lui permettraient de contrôler plus fermement la situation.

Deux lois en particulier démontrent nettement le caractère anti-ouvrier de la politique de la dictature militaire : d'une part, la loi du « blocage des salaires », qui signifie le contrôle rigide des salaires, dont le rajustement est fixé par le gouvernement selon des indices qui sont toujours au-dessous de la dévalorisation des salaires, ce qui est en train de se faire systématiquement depuis 64 jusqu'à nos jours. Par conséquent, le salaire réel du travailleur brésilien est tombé, entre 64 et 68, environ de 40 %. D'autre part, la loi « d'interdiction de grève ». En réalité cette loi s'appelle loi de réglementation du « droit » de grève, mais les conditions requises pour déclencher une grève sont tellement rigoureuses qu'elles rendent impossible n'importe quel mouvement qui essaie d'aller contre les intérêts des classes dominantes.

Mouvements téléguidés

En contrepartie, dans des cas isolés qui affectent les intérêts globaux des exploités, car il s'agit d'industries déterminées, le gouvernement lui-même permet et la presse bourgeois donne couverture (la presse bourgeois parle de « mauvais » patrons) aux mouvements contre le retard des salaires (quelquefois d'un an ou plus). Ces mouvements sont téléguidés par les oppresseurs et ne servent qu'à donner au peuple l'impression que la dictature a laissé aux travailleurs un minimum de possibilités revendicatrices. Enfin, il y a eu un retour de la vieille « théorie » selon laquelle la question sociale est une question politique.

Mais il est nécessaire de comprendre que ces mesures étaient indispensables à la bourgeoisie brésilienne, qui accélèrent et sont

la conséquence de son intégration comme classe dans le système capitaliste mondial, dont le siège est à Washington. Ce fut en s'appuyant sur ces mesures que M. Roberto Campos (2) a pu commencer la « nouvelle politique économique ».

Pendant 4 ans, le peuple travailleur a souffert en silence de cette politique. Privés de leur direction réformiste traditionnelle, ce qui, en un sens, représente un avantage, les ouvriers, pendant qu'aucune nouvelle direction révolutionnaire ne se formait, n'ont pas eu les moyens de faire valoir même les plus élémentaires de leurs revendications. Les vieux « protec-

ce sujet, il est bon d'ajouter que, à la suite du coup d'Etat de 64, la dictature, après être intervenue dans presque tous les syndicats, a organisé des élections non démocratiques et frauduleuses pour essayer de donner une représentativité aux jaunes qu'ils avaient nommés.

Dans ces conditions, les syndicats qui avaient déjà toute une tradition consistant à rendre des services à la bourgeoisie, ne servent même plus à défendre les revendications salariales de la classe ouvrière. Ayant conscience de cette réalité, la nouvelle direc-



Agip

Joao Goulart

teurs » du prolétariat, petebistas (3) et réformistes, étaient exilés ou faisaient partie du MDB (4) et jouaient la triste comédie de conciliation de ce qui était inconciliable.

Mais l'histoire a sa logique. La dictature a été et est incapable de produire une « direction ouvrière » susceptible d'être reconnue, même par les secteurs les moins conscients et les moins combattifs de la classe ouvrière. A

(1) Interventor : « administrateur » nommé par la dictature pour remplacer les dirigeants syndicaux.

(2) M. Roberto Campos : Ministre de la Planification de 64 à 67 pendant le gouvernement Castello Branco. Le Ministère de la Planification est une sorte de super-ministère qui a été créé par la dictature pour « planifier » les activités du pouvoir exécutif dans tous les secteurs. industrie, agriculture, éducation, santé, etc., et qui accorde des stimulants aux capitaux privés, particulièrement aux capitaux étran-

gers, selon l'opinion personnelle du pro-américain M. Campos.

(3) Petebistas : P.T.B. (Parti Travailleur Brésilien) formé par les partisans de Vargas, dictateur de 1930 à 45, puis président de 1951 à 54 ; parti auquel appartenait Goulart aussi et Brizola. Parti de la bourgeoisie soi-disant nationaliste.

(4) M.D.B. (Mouvement Démocratique Brésilien) parti formé en 1966 selon la nouvelle loi de la dictature militaire. Il a servi pour donner des apparences de démocratie.

(DRT) : « Notre position est incommode, car nous ne savons pas quand seront réalisées de nouvelles tables rondes pour traiter des revendications des métallurgistes d'Osasco. L'interview avec le Ministre (Passarinho) pouvait éclaircir beaucoup de choses... »

Actions significatives

Encore plus incommode est la position des « dirigeants » syndicaux fabriqués par la dictature quand le long silence de la classe ouvrière est rompu par une série d'initiatives qui, bien que partielles et limitées, sont suffisamment expressives pour caractériser une nouvelle période de la lutte de classes au Brésil. D'abord une grande grève dans le Minas Gerais : 17.000 métallurgistes ont fait face au sabotage organisé par les jaunes du syndicalisme officiel et aux menaces de la dictature, afin de revendiquer une augmentation des salaires de 25 %. L'augmentation n'a pas été obtenue, mais la production s'est arrêtée pendant dix jours et a contraint la dictature à reculer, improvisant un « abono de emergência » (5). Cet abonnement, n'ayant « abonné » aucun ouvrier, a démontré que la situation de la dictature devant la grève était réellement « d'urgence ». D'autres usines (en plus de la Belgo-Mineira, où la grève a commencé) étaient en train de s'arrêter, ce qui démontre que d'autres pouvaient s'arrêter.

Tout de suite est arrivé le 1^{er} mai. A Sao Paulo, les jaunes ont organisé un meeting sur la Praça de Sé auquel devait participer le gouverneur d'Etat, Sodrê (6). Lorsqu'il allait prendre la parole, les ouvriers qui étaient présents dès le début du meeting ont investi la tribune, en expulsant le gouverneur et tous les jaunes. Personne ne leur a opposé de résistance, sauf quelques policiers. C'était un acte de répudiation totale de la dictature, et non seulement de M. Abreu Sodrê. On avait décidé que, le jour de la fête du travail, devaient parler même les travailleurs.

Expression de la violence des masses, qui émergent à la surface du processus historique, la prise de la tribune a été conçue et organisée par la fraction plus consciente et plus combative de la classe ouvrière de Sao Paulo. Quatre ans de souffrances ont garanti l'adhésion de la masse, présente à cette nouvelle et violente forme de lutte. Les banderoles, les pancartes et les mots d'ordre portés vers la Praça da Sé ont démontré nettement que l'on n'y était pas allé pour servir de masse de manœuvre à Sodrê et ses acolytes.

« Le Vietnam est notre exemple ! », « Les ouvriers au pouvoir ! », « Guevara n'est pas mort ! », « A bas l'impérialisme ! ». Le peuple a applaudi les ouvriers et le représentant des étudiants (président de l'UNEB, interdite par la dictature) qui parlait et saluait le seul portrait auquel l'on a rendu



D.R.

hommage : celui de Guevara.

La signification politique du 1^{er} mai fut extrêmement complexe. A côté de la répudiation globale et radicale des oppresseurs s'est vérifié dans la pratique le refus des conceptions « économicistes » de la lutte ouvrière de ceux qui prétendaient la circonscrire à l'usine et à des revendications strictement économiques. S'emparant de la tribune, les ouvriers ont démontré que ce n'est pas seulement la grève qui fait tomber le blocage des salaires.

Contre l'ordre bourgeois

Ne croyant pas au verbalisme et aux petites querelles des différents groupes de gauche, les travailleurs les plus organisés et les plus combatifs ont préféré forger dans l'action des instruments et des méthodes de leur révolte contre l'ordre bourgeois.

Avec la grève et la prise de la tribune de la Praça da Sé, la classe ouvrière, par sa fraction la plus consciente, a commencé à lutter en fonction de ses intérêts de classe spécifiques et en vue de ses objectifs historiques généraux.

La grève comme phénomène objectif, a une limitation spécifique : elle ne conteste le capitalisme que pendant le temps où l'usine s'arrête. Ainsi, ou bien elle dure indéfiniment, et le système tombe, ce que l'expérience historique a démontré être impossible ; ou bien elle finit, et le système demeure. Cela est dû à la nature de la grève : quoique ses implications objectives soient multiples, elle est fondamentalement un arrêt de la production. Si le capitaliste réussit à faire que les ouvriers retournent au travail, le fait objectif de la grève est terminé, il en reste les conséquences subjectives, en particulier la conscience politique que les grévistes ont acquise durant la lutte. Mais la conscience politique est inséparable des conditions

matérielles dont elle est issue : le fait de lutter contre l'oppression économique à travers la paralysie de l'économie ne suffit pas à faire comprendre à l'ouvrier que la lutte économique elle-même ne change pas la structure de l'économie. Dans ce sens, la prise de la tribune est plus expressive que ces grèves, car c'est un acte purement politique : les jaunes de la dictature demandent également la fin du blocage des salaires (pour faire un compromis avec les travailleurs) mais, justement, ce qui caractérise le jaune est que lui, au lieu d'exiger, demande que la misère finisse dans l'usine et dans la rue.

Ces conditions jettent la lumière sur ce phénomène social complexe qu'a été la grève d'Osasco (banlieue de Sao Paulo), en juillet. Elle a été précédée par d'innombrables grèves de courte durée (quelquefois d'une ou deux heures, en guise d'avertissement), enregistrées dans des municipalités de l'ABC (d'autres banlieues de Sao Paulo) et à Osasco même, pendant les mois de mai et juin. L'intensité des souffrances accumulées, l'extrême désorganisation du mouvement ouvrier et la violence de la dictature ont fait que les grévistes déclenchent la grève avec l'impétuosité d'un torrent brisant les vieux barrages.

La grève d'Osasco circonscrite

La grève d'Osasco pourrait se propager dans tout l'Etat de Sao Paulo, dans l'ABC. Mais, d'une part, la trahison des jaunes, attendue depuis longtemps, qui se sont contentés de timides protestations contre l'occupation des locaux syndicaux (si cette occupation par la police devient une habitude, ils peuvent perdre leur emploi...), d'autre part la rapidité inouïe avec laquelle le « démocrate » Sodrê a envoyé à Osasco la police, armée jusqu'aux dents et arrêtant

tous les ouvriers qui sont tombés entre leurs mains, les humiliant, les torturant, ont circonscrit le mouvement à Osasco.

Il faut alors poser la question : quel résultat concret la classe ouvrière pourrait-elle attendre de mouvements comme celui d'Osasco ? Uniquement des résultats immédiats, et ceci à condition que les grèves se répètent sur une plus grande échelle. De nouvelles grèves ont eu lieu en octobre et en novembre dans les Etats de Sao Paulo, Minas Gerais et Guanabara. Ce qu'il y a de plus dramatique dans la situation actuelle, c'est que les classes dominantes ont porté l'exploitation de la force de travail à un tel degré d'intensité, mues non seulement par la logique interne du capitalisme en tant que système, mais encore par une exigence objective de leur politique d'intégration à la métropole impérialiste. Car le système ne s'effondrera pas tout seul : il faut le briser.

Cette résurgence révolutionnaire du mouvement ouvrier a entraîné comme conséquence pour la logique de la dictature : plus de pouvoir discrétionnaire et plus de répression. Et c'est ainsi que l'on peut raconter le nouveau coup de force du 14 décembre. Celui qui désire vérifier ceci peut lire les interdictions imposées à la presse brésilienne par la dictature militaire, et publiées dans « le Monde » du 14 janvier 1968 : principalement celle de toute information portant sur l'action de la gauche, et en particulier sur l'action des mouvements de masses, soit ouvrier, soit paysan, soit étudiant. □

(5) Abono de emergência : anticipation de 10 % sur l'augmentation du salaire, concession effectuée lors de la grève d'avril au Minas Gerais.

(6) Sodrê : Gouverneur de l'Etat de Sao Paulo. Imposé par la dictature, étant donné que son élection a été une farce démocratique.

La division de l'Europe et le partage du monde

Henry Beley

Comme il était aisé de le prévoir, le voyage en Europe de Nixon ne constitue, à aucun titre, un tournant dans la ligne fondamentale de la politique américaine en Europe. Ceci n'est pas seulement évident pour ceux que le marxisme prémunit contre les illusions libérales : les milieux monopolistes eux-mêmes n'en doutent pas. C'est ainsi que pour « The Economist », le voyage du président U.S. aura été parfaitement inutile. Et l'hebdomadaire « Entreprise » remarque avec lucidité que, pour les U.S.A., l'Europe ne compte que dans la mesure où elle est un élément de la négociation U.S.A.-U.R.S.S. ; il est par conséquent nécessaire de prémunir le vieux continent contre tout désordre intérieur susceptible de provoquer des tensions entre les deux blocs. Bref, l'Europe n'est pas pour les Etats-Unis un **sujet**, mais un **objet**, et il importe de le neutraliser. D'où les propos « rassurants » de Nixon sur « l'indépendance » européenne...

Cette volonté de la Maison-Blanche de parvenir à un modus vivendi avec l'U.R.S.S. ne constitue évidemment pas une révision déchirante de la politique américaine. Depuis Eisenhower (qui avait pour vice-président un certain Nixon), cette volonté ne cesse de s'affirmer en dépit de tous les remous internationaux. Le grand phénomène nouveau, c'est que l'impérialisme U.S. se voit à présent contraint de changer de tactique : l'échec au Vietnam (le premier grand échec militaire américain) a fini par faire comprendre à la classe dirigeante américaine qu'il est illusoire de prétendre s'opposer par la force à un peuple déterminé à lutter jusqu'au bout pour son indépendance.

S'agit-il dès lors pour les U.S.A. de désarmer et de se réfugier à l'intérieur de leurs frontières ? Evidemment non. La protection et l'extension de leurs marchés étant pour eux vitales (comme l'a magistralement démontré Claude Julien dans « l'Empire américain »), il s'ensuit que **tout** président américain aura pour politique fondamentale d'étendre l'influence de l'impérialisme U.S. par les moyens qui lui paraîtront les plus « réalistes ». Et en ce qui concerne plus précisément l'Europe, celle-ci est d'ores et déjà si intimement liée (dans les domaines économique et monétaire, **donc** dans le domaine politique) à l'avenir des Etats-Unis que Nixon peut aujourd'hui se permettre de déclarer — sans rien changer au fait que les U.S.A. dominant **de facto** l'Europe — que « le temps est passé où cela ser-

vait nos intérêts que les Etats-Unis soient le partenaire dominant dans une alliance ». On notera, par parenthèse, cet étonnant démenti — que les libéraux se garderont bien de relever — à tous les propos sucrés sur la prétendue « générosité » de ce « grand pays ami » : si les U.S.A. dominent une alliance, c'est très trivialement (enfin, un président américain en convient ouvertement !) parce que cela sert leurs intérêts... On peut, hélas ! parler qu'un aveu aussi franc ne bouleversera pas les opinions des gens que le mot d'ordre « Nixon dehors ! » a tant choqué !.. Et à l'usage de ceux qui pourraient croire maintenant que l'Amérique a cessé d'assumer le leadership du monde capitaliste, voici une petite précision de Nixon qu'on s'est bien gardé de reproduire en titres gras : « Nous n'allons pas nous immiscer dans les différends entre les Européens **qui ne mettent pas en cause nos intérêts vitaux.** » Ce-

la dit, l'Europe devient indépendante...

S'étonnera-t-on dès lors si les propos tenus par Nixon à son retour d'Europe étaient centrés sur la coexistence pacifique avec l'U.R.S.S. ? Nulle allusion à la Tchécoslovaquie n'a altéré ses propos (aucun journaliste américain n'a d'ailleurs posé de question à ce sujet — ce qui ne manquera pas de surprendre ceux qui se figurent que la presse américaine est « libre »).

Ne soyons donc pas surpris si la conférence de presse de Nixon a enchanté les diplomates soviétiques au point qu'ils n'en finissaient pas de manifester leur joie... Bref, le partage du monde semble en bonne voie. Mais l'Histoire a ses raisons que la raison impérialiste ne connaît pas, et il n'est pas hasardeux de prévoir que l'avenir politique, à moyen terme, et peut-être à court terme, ne sera pas précisément rassurant pour les Grands de ce monde. □

Frelimo, bilan 1968

André Romaine

Le 25 septembre 1964, l'insurrection armée éclatait au Mozambique sous l'impulsion du FRELIMO (Front de Libération du Mozambique).

Cette insurrection avait été soigneusement préparée par les responsables du FRELIMO, elle correspondait à une situation coloniale et fasciste n'offrant d'autre issue valable que celle de la lutte armée.

L'année 1968 a été marquée par d'importants succès politico-militaires pour le mouvement de libération du Mozambique.

Le FRELIMO a poursuivi son implantation, organisé ses structures, renforcé considérablement son potentiel militaire.

Aujourd'hui, les combattants du FRELIMO disposent d'un équipement moderne, y compris d'une DCA légère mais la quantité des armes ne correspond pas encore au nombre des combattants volontaires.

Les 250 maquisards du début sont devenus des milliers.

Si la tactique de la guérilla est toujours appliquée, les guérilleros du FRELIMO contrôlent déjà d'importantes parties du territoire national. Les routes, les voies ferrées sont dynamitées, les bases portugaises sont soumises à l'encercllement puis aux assauts.

Des avions ont été détruits soit par la D.C.A., soit par l'attaque des aérodromes. Partout les troupes portugaises se sentent en insécurité.

Récemment le Congrès du FRELIMO s'est tenu en territoire libéré et toute une infrastructure politico-militaire est mise en place.

Pourtant, le régime fasciste de Lisbonne ne ménage pas ses efforts, plus

de 60.000 soldats sont présents au Mozambique, l'aviation multiplie les bombardements aveugles. De plus, comme nous l'écrivions récemment à propos de l'Angola, le Portugal fasciste est puissamment soutenu par l'OTAN et l'Afrique du Sud raciste.

L'Allemagne fédérale a fourni aux forces coloniales portugaises, 10.000 mitrailleuses, des camions Mercedes-Benz, des chasseurs à réaction. Cette aide s'explique aisément quand on sait que la « Gesellschaft » a obtenu de Lisbonne un permis de recherches pour l'uranium et le thorium, que la « Gelsen kirchener » AG, le plus grand trust minier d'Allemagne fédérale, a été chargée de prospecter des gisements de pétrole au Mozambique.

Récemment, von Hassel, ministre de la Défense de R.F.A., était décoré par Salazar de « la grand-croix de l'ordre militaire du Christ » (?).

Aujourd'hui, l'Allemagne fédérale détient une position privilégiée parmi les créanciers du Portugal.

Malgré cet appui, les troupes portugaises ont un moral extrêmement bas. Les désertions se font de plus en plus nombreuses. Les jeunes Portugais fuient par milliers en s'expatriant un service militaire dont la durée est de quatre années.

Les mouvements de libération d'Angola, du Mozambique et de Guinée coordonnent leur action au sein de la Conférence des Organisations des Colonies Portugaises (C.O.N.C.P.).

Des liens ont été également établis avec les forces de libération d'Afrique du Sud, de Rhodésie.

Soucieux de l'avenir, le FRELIMO a mis en place des structures solides,



Agip

constitution de milices populaires, d'un service des transports, d'une organisation féminine, d'un service de santé, d'un département d'Education populaire, etc.

Un Institut mozambicain a été fondé afin de recueillir des fonds destinés à financer le programme éducatif, sanitaire et social du FRELIMO.

C'est dire que le FRELIMO fait preuve d'une grande capacité d'organisation qui mérite l'admiration et le soutien de tous les socialistes et de tous les anti-colonialistes d'Europe.

Cet appui doit être multiforme, il serait souhaitable que se constitue un Comité français de soutien aux Mouvements de libération des colonies portugaises et notamment du FRELIMO.

L'aide financière, médicale, l'octroi de bourses d'études, etc., peuvent contribuer à la libération des peuples en lutte contre le fascisme portugais qui opprime son propre peuple. □

A la mémoire d'Eduardo MONDLANE

Le 2 février 1969, Eduardo Mondlane, Président du FRELIMO, a été mortellement blessé à Dar-es-Salam au cours d'un attentat perpétré par des agents de la P.I.D.E. (Police Politique Portugaise).

Docteur en sociologie et en ethnologie, Mondlane était un militant exemplaire faisant honneur à son peuple. Le P.S.U. salue sa mémoire qui demeurera vivante pour tous ceux qui continueront à lutter contre le fascisme et le colonialisme.

A la recherche de l'animation culturelle

Depuis mai, il y a au moins une chose qui crève les yeux, c'est qu'en matière de « culture » l'on ne sait plus très bien où l'on en est. L'on aura vu des Maisons de la Culture tout à la fois abandonnées par le Ministère, victimes de municipalités réactionnaires et objet de contestations souvent très vives de la part de la nouvelle extrême-gauche. Ambiguïté, confusion sont de règle, comme si plus personne ne s'entendait sur les définitions et les objectifs. Sans compter la longue chronique des échecs, des censures, et des bonnes affaires de quelques pêcheurs en eau trouble (type Lebel ou Cinéma National Populaire).

Dès lors ne faut-il pas tenter d'y voir clair? En reprenant les problèmes à leur base, en délaissant un peu les grandes polémiques, nous voudrions dans ces colonnes nous livrer à cet exercice salutaire et qui de plus devrait nous rapprocher d'un public plus logique qu'on ne le pense lorsqu'il est vraiment populaire.

Nous œuvrerons dans trois directions :

1) **CRITIQUE DES MUNICIPALITES** qui, pour la plupart, exercent un dirigisme conservateur et réactionnaire qu'il faut combattre à tout prix. Exemple nous étions récemment à Saint-Etienne et nous avons pu mesurer à quel point le maire, M. Durafour, avait pu faire main basse sur la « Maison de la Culture ». Quels que soient les défauts de la conception de cette dernière et quoi que l'on puisse penser de Jean Dasté, celui-ci détenait des « droits » qu'un maire a escamotés, confondant culture et distribution de soupe.

La semaine dernière, l'article de M. Bellour évoquait le cas du théâtre du 8^e à Lyon, etc. Si l'autoritarisme de l'Etat doit être refusé, il doit en être de même à l'égard des municipalités.

2) **CRITIQUE DES CONCEPTIONS PRESTIGIEUSES DE MALRAUX**. Parce que la mise en place des Maisons de la Culture (outre leur petit nombre) n'a pas suffisamment tenu compte de l'existence de relais et de micro-équipements. Or l'animation culturelle commence au niveau le plus tenu : dans les quartiers pour les enfants. Au lieu de cela d'immenses bâtiments plaquent sur la cité une diffusion d'œuvres qui du coup ne sont accessibles qu'à une « élite ». Exemple inverse à suivre : à Annecy sous l'impulsion de la M.J.C. de Novel, on est en train de regrouper pas à pas l'ensemble des petits groupes culturels qui ont quelque chose à dire (et pas seulement dans le domaine de la diffusion artistique). Ainsi se quadrille une ville, où la culture devient approche quotidienne de dimension humaine. Plus tard un équipement central aux importantes proportions pourra venir couronner une décentralisation urbaine effective, fruit d'un patient travail à la base.

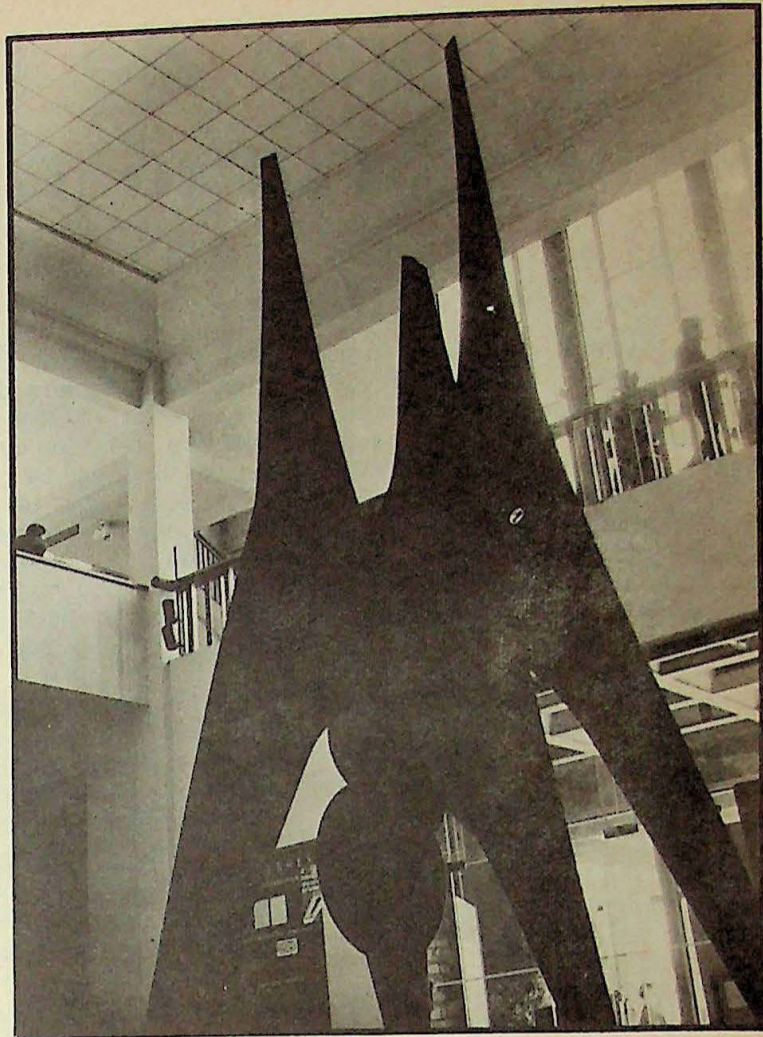
3) Enfin il nous faut entamer une démarche complexe qui consiste ni plus ni moins à nous interroger sur le sens de la « culture » (ou des cultures). La rigueur et le refus des facilités, la connaissance et la confrontation doivent nous aider dans cette recherche, la principale bien évidemment et qui devrait se trouver au centre des préoccupations d'un

Parti Socialiste. Exemple on a pu voir récemment à Brest se dérouler une discussion entre des associations et la municipalité au sujet de l'implantation d'une Maison de la Culture. Derrière la procédure et les problèmes d'équipement, une préoccupation dominante : qu'est-ce que la culture aujourd'hui ?

Le livre de Ph. Madral, dont nous différons encore l'analyse (pour des raisons de place) fournit une réponse communiste à la question. Nous en contestons nombre de conclusions, mais n'avons de chances de nous faire entendre que si à notre tour nous soumettons des propositions et entamons avec nos lecteurs un dialogue (qui devrait dépasser le seul stade épistolaire).

Pour réaliser ce beau programme une conviction guidera notre démarche : la réflexion culturelle n'a de signification que si nous l'associons toujours étroitement à une pratique culturelle. C'est au plan des activités, fussent-elles les plus modestes et les plus anonymes, que nous avons quelque chance de dégager des conclusions présentant un intérêt.

Aujourd'hui nous redonnons la parole à Marie Bellour qui a rendu visite à l'équipe de Planchon. Sans partager nécessairement ses approbations. D'autre part Dominique Nores explique les réalisations d'un groupe d'Arras, du nom de Noroit. Loin des entreprises officielles ou municipales une équipe mène un combat culturel. Que faut-il en penser? Doit-on en tirer des leçons et



D.R.

lesquelles? Elle parle également du Creusot. Dans un prochain « T.S. » nous tirerons celles de la semaine de cinéma de « T.S. ». Ainsi s'élaborent pe-

tit à petit les embryons d'une « ligne culturelle », effort collectif et concret.

Dominique YVOIRE

Villeurbanne 9 mois après

Marie Bellour

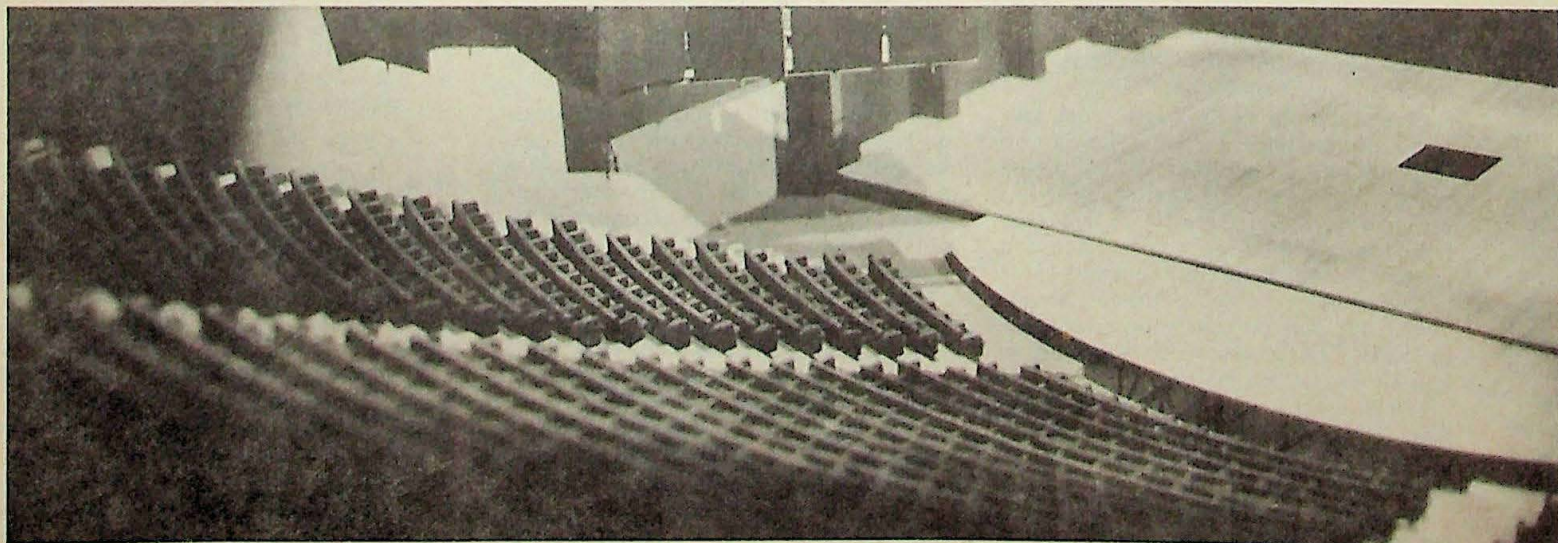
L'actuelle tentative de reprise en main de l'animation culturelle en France par les éléments les plus droitiers du régime est une autre face du combat qui se livre à l'Université et se prépare à l'occasion de la mise en place de la régionalisation. Malraux qui, dit-on, a tenté de s'opposer au retrait de la pièce de Gatti du programme du T.N.P., peut bien souligner que les motifs n'en sont pas « d'ordre culturel mais d'ordre diplomatique » (1), la mesure n'illustre pas moins comment l'Etat gaulliste entend le fait culturel.

La fermeture des Maisons de

la Culture de Caen, Bourges, Thonon consacre certes la victoire des municipalités conservatrices et met en lumière l'insuffisance juridique de statuts qui leur ont permis de reconverter en théâtres traditionnels des constructions élevées ou aménagées aux frais de l'Etat. Mais qu'elles soient arrivées à leurs fins précisément en ce moment, nous conseillons de ne pas trop oublier le résultat des dernières élections. Et ce n'est pas par hasard qu'on assiste à la naissance d'une mauvaise querelle faite aux hommes de théâtres-directeurs de Maisons de la Culture, « ces établissements qui, conçus pour être ouverts à tous, ont tendance à se couper de la masse » (2), que l'on a parlé de leur animation insuffisante en d'autres domaines, comme s'il ne s'agissait pas d'abord de crédits ; pas par hasard que l'on a revendiqué pour la peinture ou la musique ou la danse la vocation à en être l'élément dynamique, comme si la Maison du Havre n'était pas née autour d'un musée, comme si celle d'Amiens n'était pas devenue centre chorégraphique.

Si l'on a fait appel aux hommes de théâtre, c'est parce qu'ils étaient là, par suite de la décentralisation théâtrale amorcée en 1946. Mais il est per-

D.R.



mis de penser que si aujourd'hui tant de bonnes âmes les contestent, c'est qu'elles n'ont pas oublié les prises de position des directeurs de Maisons de la Culture et de théâtres subventionnés réunis en mai-juin à Villeurbanne ; c'est aussi que le théâtre est avec le cinéma l'art le plus susceptible de toucher un public populaire. Les ouvriers ne vont guère au théâtre ? On doute qu'ils se précipitent au concert ou aux expositions.

Au vrai, nos meilleurs animateurs actuels qui sont souvent des hommes de théâtre se trouvent dans une situation ambiguë. Soutenus ces dernières années contre les notables de province par le ministère des Affaires culturelles de l'Etat gaulliste, ils ont pu éveiller quelque défiance dans certains milieux politiques de gauche. Des responsables culturels locaux ont parfois cru défendre contre eux — le risque d'autoritarisme, le risque d'esthétisme — la cause de la culture populaire (ainsi contre Dasté à St-Etienne). Enfin, pour d'autres, les déclarations de Villeurbanne ont donné à leurs auteurs figure de gauchistes (3). Or il faut dire et répéter que ce sont avant tout des hommes qui savent que la culture vit de liberté, que la liberté leur est nécessaire et qu'elle l'est à leur public. Le sort de la somptueuse Maison de la Culture de Grenoble semble illustrer assez bien comment, en dehors de toute question de crédits, l'absence d'un vrai foyer de création peut être préjudiciable au rayonnement culturel.

Quoi qu'il en soit, l'essentiel de ce qui n'est plus seulement le combat pour la décentralisation mais le combat pour la culture en danger ne se joue pas dans les villes de faible importance — Caen ou Bourges — mais dans les grandes cités industrielles et culturellement vivantes dont Lyon-Villeurbanne est actuellement un exemple assez bon. Le maire de Lyon a pu refuser que se crée dans sa ville une Maison de la Culture confiée à Roger Planchon, celui-ci était trop solidement implanté dans l'agglomération pour que son entreprise n'ait pu non seulement s'y maintenir mais s'y développer contre tous vents et marées municipaux. Et si Marcel Maréchal, directeur de troupe permanente de décentralisation et directeur du théâtre du huitième arrondissement peut mener contre les pouvoirs nationaux et locaux la lutte pour les crédits, c'est parce qu'il est appuyé solidement par les organisations syndicales et culturelles qui ont pris conscience de leur rôle et de leur force.

Nous sommes allées prendre l'air au théâtre de la Cité. Le théâtre a, cette année, battu ses records de fréquentation, l'important étant surtout l'augmentation du nombre des spectateurs non abonnés Le Cinéma National Populaire, dans la salle que tout près de là, la direction de la Cité exploite commercialement — ce qui la soustrait aux restrictions applicables aux ciné-clubs — doit à l'excellence de ses program-

mes d'être une affaire prospère. Et bientôt vont commencer les travaux de réfection du théâtre, réfection radicale puisque seuls resteront les murs. Coût : un demi-milliard d'anciens francs, le tiers pris en charge par l'Etat, le reste par la mairie de Villeurbanne. De plus, le théâtre récupérera les locaux voisins, jusqu'ici occupés par l'O.R.T.F., et pourra y loger ses services administratifs et techniques. Il disposera aussi d'une vraie salle d'expositions. Ainsi se trouveront enfin réunies les possibilités d'une animation complète et Planchon, le pionnier, cessera d'être le plus mal loti.

Que reste-t-il de Mai dans ces murs qui ont vu se rencontrer pour la première fois tous les directeurs de Maisons de la Culture et de Centres dramatiques ? Que Mai soit passé par là, la « Mise en Pièces », entreprise collective et qui a vraiment porté l'imagination au pouvoir, est là pour le prouver. Mais Robert Gilbert, administrateur du théâtre nous a dit aussi la sensibilisation des collectivités à l'animation culturelle — surtout des établissements d'enseignement et des Maisons de Jeunes — ainsi que l'extension de cette animation vers la périphérie. Ce qui à son avis demeure aussi de Mai, c'est que, contrairement à ce qui existait jusque-là, des rapports stables aient pu s'établir entre le Comité Permanent, lequel a défini les objectifs et les moyens de l'ac-



D.R.

tion culturelle, et le ministère. Même si ces rapports sont pour l'instant peu positifs, il est bon que l'habitude en soit prise, qu'un dialogue soit instauré.



De même qu'il est bon, qu'il est excellent, pensons-nous, que les représentants du Comité d'Animation du théâtre du Huitième, c'est-à-dire du public, soient devenus pour M. Raison des interlocuteurs valables. C'est dans la mesure où le public, à Lyon, à Caen ou ailleurs saura trouver des formes de lutte qu'il pourra imposer aux pouvoirs la notion

centres de large animation culturelle à partir de deux théâtres de création autour desquels gravitent nombre de jeunes compagnies. Encore faudrait-il pour qu'il y ait vraiment décentralisation que soit entendu l'appel des signataires de la Charte de Villeurbanne qui, entre autres, « revendiquent d'être représentés à toute délibération concernant la réforme de l'enseignement, l'aménagement du territoire et le Plan... estiment indispensable que l'intérêt porté aux problèmes culturels soit considé-

blement élargi dans les divers organes d'information : presse nationale et régionale, O. R. T. F., postes périphériques. »

La régionalisation pourrait, bien sûr, en être l'occasion... □

(1) Réponse à une question écrite de R. Leroy. (J.O. du 1-2-69).

(2) Giscard d'Estaing, lors du dernier débat sur le budget des Affaires Culturelles.

(3) Qu'on se souvienne des réactions de R. Leroy dans « France Nouvelle ».

A lire...

• Georges Michel. *L'Aggression*. Gallimard, éd., 212 p., 12 F.

Complète la publication des grandes pièces de Georges Michel qui ont été portées à la scène. Ainsi se trouve proposée à la lecture une œuvre solide et généreuse qui, depuis les *Jouets*, n'a pas cessé de montrer l'agression de l'homme par ce qu'il a lui-même inventé (gadgets, T.V., magazines) et de protester contre l'abêtissement par les formes courantes de la vie.

• Istvan Orkeny. *La Famille Tot*. Adaptation de Claude Roy. Gallimard, éd., 114 p., 5 F.

Un fils au front. Il passera un moins terrible hiver si ses parents reçoivent amicalement son commandant en permission de détente. Il faudra, bien sûr, se gêner, supprimer autour du commandant hypernerveux, les odeurs, les bruits... Chacun se surveille avec la même attention qu'il met à surveiller les autres. Toutes les tortures que l'occupant peut faire subir à l'occupé sont évoquées par Orkeny — un des combattants de Budapest en 56 — sous le couvert du rire.

La lecture permet d'apprécier la drôlerie spirituelle, mais aussi le sérieux, le côté « rire pour n'en pas pleurer » de l'œuvre.

• Daniel Salem. *Harold Pinter, dramaturge de l'ambiguïté*. Denoël, éd., 194 p., 15,50 F.

C'est le premier livre qui paraisse en France sur l'un des dramaturges les plus difficiles à saisir de notre temps. La difficulté, pour nous Français, tient pour beaucoup au fait que les œuvres de Pinter nous ont été présentées dans un ordre qui ne suit en rien l'ordre d'écriture. La dernière pièce jouée à Paris, *l'Anniversaire*, est une des premières pièces de Pinter : venant après de plus brillantes (*La Collection*, *l'Amant*), elle a déçu. Daniel Salem propose une chronologie de la vie de Pinter et des détails nombreux sur sa carrière de comédien (il s'appelait David Baron) et sur son existence d'auteur. Il résume les sept pièces principales, dont il traduit d'importants passages ; enfin, minutieusement, il vérifie dans l'œuvre l'essentiel de ce que Pinter a dit sur sa façon de travailler. Ainsi nous le rend-il plus proche et favorise-t-il l'accès à l'œuvre. □



Collombert

Les loisirs du Creusot

Dominique Nores

D'autres villes ont des Maisons de la Culture. Le Creusot a une Maison des loisirs, ce qui est tout un programme.

Il a déjà été parlé ici de cette Maison, construite avec des dommages de guerre et une contribution du groupe Schneider et Cie. Le Creusot, usine faite ville, vit totalement de l'industrie métallurgique. C'est donc au monde de l'usine et à une bourgeoisie libérale et commerçante peu nombreuse greffée sur lui qu'est destinée une politique des loisirs, qui mérite qu'on y prête attention.

Cette attention, nous ne la lui prêtons pas seuls. Ont aujourd'hui les yeux fixés sur le Creusot et sur M. Nugue, l'animateur de la Maison des Arts et Loisirs, non seulement les autres complexes industriels comme Sochaux, mais aussi les municipalités U.D.R. qui, pourvues de Maisons de Culture par les bons soins du Gouvernement, se sont débarrassées de leurs animateurs gênants, mais ne savent que mettre à la place.

M. Nugue — ainsi le nomment dans le pays ceux qui, parlant de ce défricheur d'un autre coin de Saône-et-Loire, disent familièrement Jeanson — est un spécialiste. Il a fait ses classes à Paris sous André Barsacq, à Aix-en-Provence sous Jacques Fabbri. C'est dire qu'il n'ignore rien du spectacle de distraction supérieure des-

tiné à la fraction bien rentée de la population des villes. On n'est pas étonné, en conséquence, de lui voir faire une animation « réussie », c'est-à-dire proposant des spectacles nombreux, de qualité, agréables à voir.

Ces spectacles, ajoutons-le, ne sont fermés à personne. La Maison des Arts et Loisirs elle-même fonctionne portes ouvertes. On vante un certain sens de l'équité chez Charles Nugue : lui eût-on refusé de mettre « Tribune Socialiste » dans son hall, il aurait refusé « Le Figaro ». La cafétéria est une des rares, parmi celles des maisons similaires, qui fonctionne en libre-service : on y peut passer des heures sans consommer.

Pourtant, s'il est un lieu où la distinction théorique entre les différents publics, faite à Villeurbanne en juin dernier, devient une réalité, c'est assurément au Creusot.

Le public potentiel (celui qui ne vient pas au spectacle, mais pourrait y venir, si l'on changeait les conditions de la représentation) semble assez réduit en nombre. On sait bien ce qu'on pourrait faire pour lui : diminuer les tarifs plus judicieusement que par la proposition, faite à des gens payés à la semaine, d'un abonnement trimestriel ! On pourrait créer des services d'autocars, initiative coûteuse (le Creusot est aussi étendu que la ville

de Lyon), et l'apanage jusqu'ici des Maîtres de Forges, lorsqu'ils dispensent semi-bénévolement l'opérette des familles. Il reste que tant de spectacles proposés ensemble font peur : comment choisir le même mois entre Barbara et Trenet, Arlequin, serviteur de deux maîtres, dans l'excellente mise en scène de J.-L. Thamin, et Les Bâtisseurs d'empire, de Boris Vian, proposés par Maurice Massuelles ?

Le non-public, celui qui, quoi qu'on joue ou fasse, ne vient pas, parce qu'il n'est pas concerné, parce qu'il y a, entre le fait culturel et lui, des barrières qui ne sont pas seulement matérielles, ne se pose même pas la question. A l'usine, il pratique les trois huit. Que viendrait-il faire entre deux manteaux de fourrure devant un film qui, au mieux, lui proposerait de voler au secours des populations indiennes de l'Amazonie en voie de disparition ?

Ce n'est un secret pour personne que la Maison des Arts et Loisirs a été construite pour fixer au Creusot les jeunes cadres qui, sans elle, émigraient, ou iraient chercher leurs distractions à Paris ou à Lyon. Les deniers municipaux (deniers de tous) servent ici à privilégier en nombre et en qualité une culture, fondamentalement une culture de caste, qui, loin d'aller vers l'atténuation des différences sociales, les accentue. □

Connaissez-vous Noroit ?

Suivant le lieu où l'on se trouve, le mot **Noroit** n'a pas exactement le même sens. Pour qui vit loin d'Arras et de sa région, **Noroit** est une publication mince, rectangulaire, un signe de vie et de ralliement. A l'inverse de tant de feuilles bêtes et luxueuses, **Noroit** est une brochure modeste, où l'intelligence se sent bien.

Pour ceux qui habitent Arras ou Douai, Lens, Béthune ou Sallaumines, « **Noroit** » est une association qui permet d'être de plain-pied avec ce qui se fait de sérieux dans le domaine des arts.

Qu'on m'entende bien. Pas plus que la Maison des Arts et Loisirs du Creusot, « **Noroit** » n'est une entreprise de création artistique. Elle diffuse, elle aussi, des spectacles, expositions, concerts, préparés ailleurs, et ne touche dans chaque ville qu'un public restreint. Mais la différence me paraît essentielle à établir entre une consommation accélérée qui interdit à l'objet culturel d'être autre chose au Creusot qu'un élément de détente, donc de reprise de respiration, avant de foncer plus avant dans un mode de vie absolument pas modifié, et la volonté de travail en profondeur et de présence critique au monde, tel qu'il est, qui caractérise, depuis des années, l'activité des animateurs du Pas-de-Calais.

Quand sont nées les premières Maisons de la Culture, Léonce Petitot, à l'acharnement de qui « **Noroit** » doit d'exister, n'a pas caché son inquiétude : par un texte qui marquait son ignorance de tout ce qui touchait à la province, la Direction générale des Arts et Lettres, ironisant sur les récits de voyages supposés de la demoiselle des Postes, déclarait la guerre non seulement à toute initiative locale, mais à toute vie culturelle en profondeur. De Paris et des aléas d'une répartition arbitraire, viendrait la manne. La province n'avait qu'à se faire vide, creux aspirant...

Il s'est trouvé qu'Arras est resté en dehors des grands courants. Arras qui, chaque année, avait son propre festival remplacé bientôt par les « Jeux d'Arras » : des metteurs en scène débutants, que Paris ignorait, venaient y monter un spectacle susceptible de concentrer sur eux l'attention. Les « Jeux d'Arras » sont à l'origine de ces « manifestations de la pensée et de l'art contemporains » qui vont animer la ville presque tout au long du mois de mars.

Manifestations momentanées comme les « Jeux », les dix-sept journées prévues ne peuvent être vraiment comprises que replacées dans la continuité des activités de « **Noroit** ». Les journées de débat n'ont de sens que parce que, toute l'année, des rencontres sont organisées avec ceux qui, partant de leurs travaux, peuvent le mieux permettre à leurs auditeurs du Pas-de-Calais de se tenir à flot dans le grand courant réflexif du monde : rencontres avec des philosophes, avec des journalistes politiques, avec des peintres... D'avance, elles ont préparé ce mois de mars et ses manifestations groupées. De même si la confiance faite ce mois-ci aux jeunes créateurs importe — prolongeant celle des « Jeux d'Arras », elle va mettre un vaste public en contact avec certaines tentatives de l'art actuel — elle n'a d'intérêt profond que parce qu'elle est un mouvement authentique, une audience ouverte, l'année durant. Ainsi « **Noroit** », bien agrippé à son coin de terre, est aussi ce qui permet aux manifestations de la ville d'Arras d'être autre chose que des kermesses.

D.N.

Carte de soutien NOROIT 1 : 10 F.

Elle donne droit à une réduction de 3 F sur le prix des journées (débat, concerts et spectacles) et de 1 F pour le cinéma.

Participation aux journées débats (repas compris) 20 F par personne - Etudiants : 15 F.

Concert Percussions de Strasbourg : 18 et 12 F - Etudiants : 12 et 9 F.

Autres concerts et spectacles : 12 et 8 F - Etudiants : 6 F.

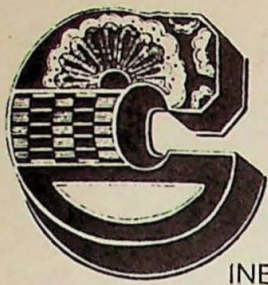
Prix spéciaux pour groupes.

Pour la réservation utiliser la fiche ci-dessous.

Pour les concerts et spectacles il est également possible de la faire Salle des Concerts à Arras. Tél. : 21-00-37.

Pour Meta-Art et le Grand Magic Circus : 5 F par personne - Etudiants : 3 F. Pas de réservation.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à M. Léonce PETITOT, 9, rue des Capucins, Arras. Tél. : (21) 21-30-12.



INEMA

De la théorie à la pratique

Jean-Paul Fargier

A la différence de la majorité des cinéastes qui pratiquent leur métier d'une manière empirique, Jacques Rivette est un artiste dont les œuvres sont toujours le résultat d'un travail critique, théorique préalable. Aussi « L'Amour fou », son dernier film, est-il particulièrement remarquable au niveau du rapport Théorie-Pratique dans le domaine cinématographique. Et c'est à ce niveau-là que nous aïons le mettre en question.

Si 99 % des films sont fondamentalement réactionnaires et véhiculent l'idéologie bourgeoise, c'est parce qu'ils sont faits par des gens qui ne contrôlent pas les divers éléments qui produisent le sens :

a) l'infrastructure économique : production-distribution ;
b) les formes cinématographiques : les genres, le temps, la psychologie codifiée, etc.

Ce qui fait que le soi-disant auteur du film est un illusoire patron du sens. Il croit mettre « sa » marque sur « son » œuvre, il ne fait que cautionner, labelliser un produit industriel. La notion d'auteur est une notion bourgeoise, un alibi culturel à un produit de consommation idéologique. Aussi toute pratique révolutionnaire du cinéma passe-t-elle par la prise de conscience de cette imposture. Pour ce faire il faut que les cinéastes soient d'abord des « critiques » — non pas des littérateurs journalistiques chargés de valoriser un produit par un discours « culturel », mais des hommes qui font la théorie de leur pratique. C'est une activité scientifique d'élucidation idéologique.

Rivette, on le voit dans ses déclarations et dans son film, se prononce pour la disparition de l'« auteur ». « L'Amour fou » peut être vu comme une tentative de briser le carcan des formes réactionnaires qui régissent sur le cinéma et contribuent à maintenir la bourgeoisie au pouvoir. Voilà pourquoi au temps réglementaire (1 h 30, à la rigueur 2 heures) sont substitués la durée et ce temps nouveau de 4 h 12 m. Voilà pourquoi le comportement des personnages échappent au code de la psychologie habituelle au théâtre et au cinéma. Voilà pourquoi la composition du film est remise entre les mains des comédiens, et principalement de Jean-Pierre Kalfon qui met



réellement en scène Andromaque, de André S. Labarthe qui fait les interviews qu'il veut, qui filme en 16 mm les répétitions qu'il veut. Le résultat est assez étonnant pour qu'on puisse dire que ce film est un de ceux (très rares) qui vont le plus loin à l'intérieur des limites de l'infrastructure capitaliste.

S'il ne parvient pas à les dépasser totalement c'est, semble-t-il, à cause d'une erreur théorique au sujet de la « mort » de l'auteur. Il ne suffit pas, en effet, que le cinéaste substitue à la direction autoritaire une pratique de l'aléatoire, car le hasard n'existe pas. Il faut qu'il contrôle rigoureusement ce qui se dit à travers son film, qu'il ne considère donc pas son film comme un objet absolu et autonome, mais au contraire comme l'instrument de passage de l'idéologie révolutionnaire. Une sorte de lieu où parle la classe révolutionnaire. A ce moment-là l'auteur disparaîtra vraiment et le cinéma sera une écriture collective, comme celle des bâtisseurs de cathédrales, comme nous le rappelait Solanas (« T.S. » n° 401).

Parce que « L'Amour fou »

est l'œuvre d'un franc-tireur individualiste on est obligé de constater que ce film est un film inachevé qui s'aventure sur des voies au bout desquelles il ne peut aller. Son intérêt réside donc dans les limites qui encore s'y lisent. □

Quatre semaines de cinéma hongrois

Pendant un mois le Cinéma National Populaire va présenter une trentaine de films hongrois, dont la plupart sont inédits. Inutile de signaler l'importance de cette manifestation non seulement pour ceux qui s'intéressent au cinéma mais aussi pour ceux qui veulent avoir une image politique de cette démocratie populaire. A travers le miroir d'un peuple qu'est sa production cinématographique nous pourrions juger sur pièces des ouvertures et des limites d'un système politique.

(Envoi du programme et des conditions d'adhésion sur simple demande au Studio 43, rue du Fg-Montmartre, Paris-9^e.)

A écouter

● Jean-Marie Leclair - Sonates pour flûte et clavecin.

Je place ces sonates tout près de celles de Bach dont elles sont contemporaines. J.-M. Leclair, violoniste exceptionnel, ne composa guère que pour son instrument favori. Même ces neuf sonates peuvent être exécutées indifféremment au violon ou à la flûte.

Son œuvre relativement modeste (moins de cent compositions) reste peu connue, mais son étude devrait se révéler riche d'heureuses surprises. Les sonates manifestent un sens mélodique extraordinaire que renforcent une belle noblesse d'accent et une grande vivacité rythmique. Interprétées avec finesse et volubilité par Christian Lardé assisté d'Huguette Dreyfus et J. Lanny elles donnent irrésistiblement envie de mieux connaître cet excellent musicien qu'éclipsa la gloire de Rameau. (Valois 2 x 30 cm.)

● Les Virginalistes.

La période élisabéthaine n'est pas seulement un des hauts moments de l'histoire littéraire de la Grande-Bretagne, c'est aussi une des périodes les plus riches de son histoire musicale. Autour de William Byrd, une pléiade de musiciens dont John Bull, Giles Farnaby et Orlando Gibbons déployèrent une activité intense : musique vocale, musique de chambre et musique de clavier destinée principalement au virginal. Il s'agit d'un instrument rectangulaire à cordes pincées, moins complexe et moins encombrant que le clavecin. Nos virginalistes anglais lui ont consacré des œuvres qui comptent parmi les plus accomplies de l'Europe de la fin du XVI^e siècle et qui peuvent être exécutées sur de petits orgues. Ce disque enregistré par Lionel Rogg, tantôt sur un authentique clavecin du XVII^e siècle, tantôt sur un orgue de table du XVI^e permet d'apprécier pleinement la diversité et la vitalité de cette grande époque britannique. (Harmonia Mundi, 1 x 30 cm.)

● François Couperin. Les Nations.

Avec un an de retard sur le tricentenaire de sa naissance, Jean-François Paillard rend un hommage émouvant à Couperin, un des plus purs musiciens français. La discographie de Couperin étant encore modeste et très désordonnée, nous avons salué avec joie la parution d'un précédent enregistrement des Nations il y a moins d'un an.

Par rapport à la pittoresque version de Jacques Roussel (Voix de son Maître, 2 x

30 cm), celle de J.-F. Paillard se recommande par la poésie et la noblesse de l'interprétation. Couperin approchant alors de la soixantaine avait repris des sonates écrites 30 ans auparavant à l'imitation de Corelli, en y ajoutant quatre suites de danses dans le goût français de l'époque. J.-F. Paillard a su accueillir ces deux sources d'inspiration en donnant au mariage d'amour de Bologne et de Versailles une version lumineuse et cohérente. (Erato 2 x 30 cm.)

● Schubert - Symphonies 2 et 6.

Schubert n'atteignit pas d'emblée la perfection dans le domaine symphonique comme il le fit dans celui de la mélodie. Encore placé sous l'influence de Haydn et de Mozart, il fait pour assimiler Beethoven des efforts louables dans ses premières symphonies. Leur intérêt est ailleurs, dans leur souplesse mélodique, dans la tendresse de leur couleur orchestrale, dans une grâce naturelle que n'altèrent pas les influences et les imitations trop volontaires.

Écrites entre 17 et 20 ans les 2^e et 6^e Symphonies, si elles ne sont pas encore tout à fait du meilleur Schubert, possèdent déjà le charme et la spontanéité de l'Inachevée. Yehudi Menuhin à la tête de l'excellent orchestre de Bath traduit parfaitement leur fluidité et leur ardeur juvéniles. (Voix de son Maître 1 x 30 cm.)

● Beethoven. 3 sonates pour piano.

Pour son premier disque Walter Chodack, pianiste d'une trentaine d'années, tard venu à la carrière professionnelle, aborde Beethoven par 2 sonates célèbres (trop?) : La Pathétique et le Clair de lune. Ses qualités évidentes ne s'y épanouissent pas complètement : rigueur et solidité, mais un rien de timidité avec parfois quelque maniérisme. Par contre, Les Adieux, belle sonate de la maturité, lui permettent de manifester à la fois sa fougue et sa sensibilité. Un pianiste prometteur ! (Philips 1 x 30 cm. 19,95 F.)

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

L'Astragale

Berlin Ouest : Heinemann nouveau président

De notre correspondant en Allemagne de l'Ouest Louis Henry

A force de subjectivité, Berlin a fini par exercer un attrait morbide sur ses spectateurs. Il est vrai que l'ancienne capitale est devenue, depuis Potsdam qui fit suite à Yalta, un lieu abstrait où s'affrontent, à la mesure de leur désordre, deux mondes imparfaits : l'occidental, qui pour toute idéologie se targue de n'en avoir aucune en dehors de la sacro-sainte formule « Consommez et laissez faire », et l'oriental, avec pour bastion avancé une forme de socialisme, ou plutôt de communisme à ce point dogmatique et épigonique, qu'elle pose des problèmes insolubles à ses propres inspirateurs du Kremlin.

L'Allemand moyen sait que ces tracasseries-là, son gouvernement a tout fait pour se les provoquer en choisissant une arène aussi peu discrète que les bâtiments de la Foire Internationale de Berlin-Ouest pour désigner son président. Est-ce un fait du hasard ? Il y a quelques jours, la presse conservatrice reconnaissait que 86 % de la population ouest-allemande réprouvait le choix du lieu. Ce dernier étant exclusivement dicté par la politique, plus question de faire appel au sentimentalisme du Mur et de la séparation des habitants.

Les candidats

S'il en était un qui, jusqu'à la veille du scrutin croyait en sa bonne étoile, c'est bien le ministre de la Défense, Gerhard Schröder, chrétien démocrate. Né en 1910 de parents Frisons, Schröder connut une ascension politique vertigineuse.

En 1961, Schröder est aux Affaires Etrangères et il a de plus hauts objectifs dans les affaires de l'Etat. Il est représentatif, porte beau, tient salon ; c'est un homme disert que l'on se désigne dans le grand monde non seulement comme co-auteur des lois d'exception mais encore comme collectionneur de peinture abstraite. En politique étrangère, le « Ministre du Bel Extérieur », ainsi qu'on le surnommait naguère, ne jure que par l'Angleterre.

Schröder, l'homme de la grande bourgeoisie protestante, Schröder, l'homme des cercles d'intérêts, mais alors comment se fait-il qu'il lui ait manqué 13 bulletins pour atteindre les 519 voix de majorité absolue et devancer cet autre représentant de l'Eglise évangélique, cet autre juriste, ministre de la Justice de son état, qu'est le social-démocrate Gustav Heinemann ?

La F.D.P., groupant les libéraux

de Walter Scheel est un parti pour le quart d'heure oppositionnel. Si la filiation philosophique et parfois l'unité politique font défaut à cette formation que l'on qualifie plaisamment outre-Rhin d'« Umfallpartei » (Parti des renversements) à cause de sa propension à imiter l'affolement de la boussole, il faut préciser que le 5 mars, la presque totalité des 82 suffrages libéraux vinrent grossir le nombre des bulletins S.P.D.

Cet arbitrage de dernière heure neutralisa aussi les 22 prestations empoisonnées du N.P.D. vraisemblablement acquises à la C.D.U.

Autorisons-nous une hypothèse : le tam-tam fait autour de la question berlinoise n'aurait-il pas agi à l'envers sur les tympans de l'opposition ? A l'envers, c'est-à-dire, pour une fois au véritable endroit...

Gustav Heinemann, social-démocrate, élu Président Fédéral pour cinq ans à la majorité relative et au troisième tour de scrutin par 512 voix contre 506 à Gerhard Schröder, est membre de la Commission internationale pour le Conseil mondial des Eglises. On le regarde comme un socialiste à peu près complètement dépourvu d'inquiétudes idéologiques. Ce n'est qu'en 1956 qu'il se découvrit des affinités avec la social-démocratie, et en 1957 qu'il entra au Parlement avec l'investiture correspondante. L'homme Heinemann est aussi différent du personnage Schröder que le jour et la nuit.

Le ministre de la Justice qui a été élu Premier bourgmestre d'Essen avec l'étiquette C.D.U. en 1946 après avoir enseigné le droit économique et minier à l'Université de Cologne de 1933 à 1939, émerge de l'anonymat paré des vertus théologiques. Orateur sobre, ascétique, puritain, l'ancien ministre de l'Intérieur d'Adenauer passerait presque inaperçu à un œil peu entraîné.

Dès l'approche, on sait que ce ne sont pas les fonctions honorifiques qui l'ont entraîné là.

Sous Hitler, il a participé à la résistance des Eglises mais après la guerre on lui a reproché de n'avoir pas entretenu de bonnes relations avec l'Etat et de s'être aliéné les militaires. Comme on le lui rappelait récemment, il coupa net : « Oui, c'est vrai, j'aime ma femme, mais je n'aime pas l'Etat... Si j'avais dû aimer les différents régimes sous lesquels j'ai vécu, etc. ». Un peu lapidaire mais franc.

Une autre réaction qui ne le déshonore pas : En 1950, le Chancelier Adenauer rédige un mémorandum destiné à la Conférence des ministres des Affaires Etrangères occidentales à New York. Le texte est une élogie au réarmement ouest-allemand. Heinemann démissionne « non parce que [je suis] pacifiste antimilitariste, précise-t-il honnêtement, mais parce que [j'y suis] politiquement opposé ». Raisonnable. Ces incartades, on ne les lui passera pas facilement ; il quitte le cabinet Adenauer et la C.D.U., parcourt le pays prêchant contre le réarmement allemand et fonde, en 1952, le « Mouvement pour la réunification du Peuple allemand ». Objectif n° 1 : le mariage de la République Fédérale avec la République Démocratique. Sans doute s'attirera-t-il des sympathies extérieures lorsque l'on connaîtra son action contre la prescription des crimes de guerre. « Pour les crimes, qu'ils émanent de petits nazis ou de grands nazis ou de non-nazis, il ne devrait pas y avoir de prescription du tout ! » Cette conception du droit lui a fait du tort en Allemagne.

Le 1^{er} juillet, M. Lübke retournera à ses rosiers et l'on pense que le nouveau président prendra une part plus grande que son prédécesseur aux affaires de l'Etat. Mais la personnalité du chancelier restera déterminante pour la politique fédérale. En face d'une jeunesse montante décidée à rompre avec l'esprit de soumission (Untertätigkeit) que préconiseront demain les amis de M. Heinemann ?

Pour ce dernier, neutraliste en politique étrangère, le gouvernement, en tant qu'autorité, doit être une émanation de l'esprit de la Bible et la démocratie, demeurer en règle avec l'idée divine. En cercle fermé, il admire Gandhi et voit, dans les deux défaites allemandes de 1918 et de 1945, « un doigt de Dieu », une mise en garde salutaire à l'Allemagne pressée d'exorciser ses démons tentateurs à cuillottes de peau.

Espérons que le juriste usera de son influence afin que les rares élus faisant profession de promouvoir l'équité sociale ne soient pas trop vite découragés dans leurs entreprises concrètes. On peut se permettre d'être méfiant : l'Allemagne recèle des dieux tellement divers et tellement inquiétants que l'on y perd facilement son latin à vouloir séparer « les bons » de leurs cousins les démiurges. □